



BURUNDI

2015

Victoire du Peuple

FLAMBEAU DE LA PAIX
POUR LA RECONCILIATION
ET

FLAMBEAU
A RECON
ET

Edition 2017

BURUNDI 2015

Victoire du Peuple

.....

Gouvernement de la République du Burundi

Réalisation

Bureau Presse Information et Communication
à la Présidence de la République

En collaboration avec :

La Première Vice-Présidence de la République du Burundi
La Cellule Communication du Ministère de la Sécurité Publique
La Direction de l'Information au Ministère de la Défense
Nationale et des Anciens Combattants.
Le Ministère de la Justice et Garde des Sceaux
Le Ministère des Droits de la personne humaine, des affaires
sociales et du genre
Le Secrétariat Général du Gouvernement
Le Parti Cndd-Fdd



Burundi Bwacu
Burundi Buhire

Shinga icumu mu mashinga
Gaba intahe y'ubugabo kubugingo.
Warapfunywe ntiwapfuye,
Warahabishijwe ntiwahababuka.
Uhagurukana,
Uhagurukana,
Uhagurukana ubugabo urikukira,
Ukomerwa amashi n'amakungu,
Uhabw 'impundu n'abawe
Isamirane mu mashinga. (bis)

Burundi bwacu ragi rya basokuru
Ramutswa intahe n'ibihugu
Ufatanije ishaka n'ubuhizi.
Vuza impundu
Wiganzuye uwakuganza. (bis)

Burundi bwacu,
Nkora mutima kuri twese
Tugutuye amaboko, umutima n'ubuzima
Imana yakuduhaye ikudutungire.

Horana ubumwe n'abagabo n'itekane.
Sagwa n'urweze
Sagwa n'amahoro meza.

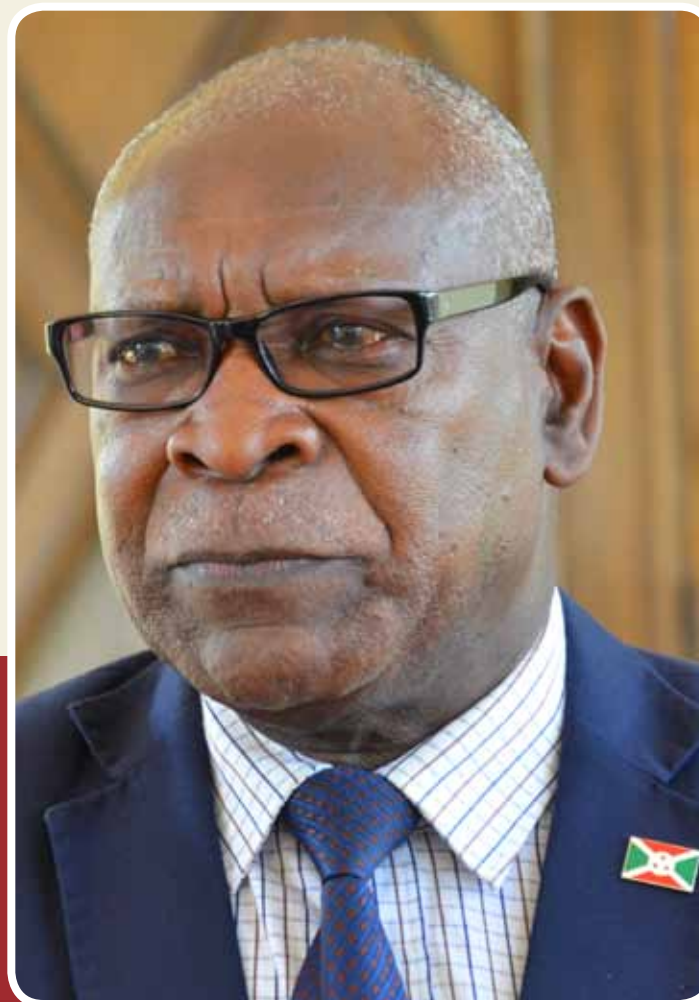
BURUNDI 2015 VICTOIRE DU PEUPLE

Cette brochure est publiée au moment où le Burundi est sous le joug d'une persécution occidentale, sur influence de certains pays avec lesquels il entretient des relations historiques mais qui n'ont pas toujours été brillantes, particulièrement la Belgique son ancien colonisateur.

Cette persécution vise à opérer par des procédés déloyaux, notamment par la force, le renversement des Institutions mises en place démocratiquement, celles issues des élections de 2015. Malgré les échecs essuyés à plusieurs reprises, ces pays ne s'avouent pas encore vaincus et ne désarment point.

La sortie de cette brochure coïncide aussi avec la publication d'un rapport accablant sur le Burundi, un rapport rédigé et publié par une commission d'enquête mise en place irrégulièrement par le Conseil des Droits de l'homme de l'ONU malgré le désaccord total du Gouvernement du Burundi dont la version des faits n'a pas été considérée par

le Conseil des Droits de l'Homme. Il s'agit, en réalité, d'une commission créée aux fins de mettre en marche la Cour Pénale Internationale (CPI), l'instrument occidental injustement utilisé dans la déstabilisation des Etats africains, le Burundi ayant officiellement signifié son retrait de cette juridiction à cause de la politisation constatée des rapports sur lesquels elle se base pour s'intéresser à des états ou en ignorer d'autres.



Philippe Nzobonariba
Porte - Parole du Gouvernement

Cette brochure revient sur une date, fatidique et historique pour le Burundi: le 13 mai 2015. Ce jour-là, un mercredi, bruits de bottes et de canons firent couler encre et salive dans les médias du monde entier pendant que Burundaises et Burundais, restés en rade mais sereins malgré le sang versé, se serraient les coudes, rangés derrière un Président stoïque, courageux et déterminé à ne pas les trahir malgré la distance imposée par des facteurs indépendants à sa volonté.

Lui, le Président Pierre Nkurunziza, se trouvait à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, où il participait à un Sommet des Chefs d'Etat de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) dont le Burundi est membre. Et lui, le peuple, dans sa diversité, se trouvait au Burundi. Toutefois, les deux (Peuple et Président) avaient et ont toujours en commun ceci: Défendre le Burundi quoi qu'il en coûte contre l'envahisseur, un Occident qui affiche sa détermination, à transformer le pays aux milles sourires en un pays aux milles grimaces et larmes.

Chasser le naturel, il reviendra toujours au galop. Depuis 1961, il y a toujours eu des ennemis de la démocratie, des brebis galeuses et terres fertiles pour toute manipulation étrangère dans la conspiration contre la paix et la stabilité. Et dans le sang, malheureusement. Le Prince Louis Rwagasore ne fit pas long feu malgré son

amour indéfectible envers son Pays pour la seule faute d'avoir été suivi par son peuple dans toute sa diversité. Son parti venait de remporter les élections pour l'Indépendance du Burundi mais ce Héros de cette indépendance fut sauvagement assassiné, lui, sa femme et ses deux enfants. Ainsi s'éteignait une famille qui avait le droit de savourer, au même titre que d'autres citoyens, les dividendes de l'Indépendance si chèrement acquise.

En 1965, après la victoire aux élections législatives, élus du peuple furent massacrés pour que cette démocratie ainsi retrouvée soit enterrée, et avec elle ses défenseurs. Dès lors, le Burundi ne marchera plus qu'à tâtons, le peuple étant sous le joug des pouvoirs putschistes, génocidaires, dictatoriaux et imbibés de népotisme. Coups d'Etat se succédèrent. Des centaines de milliers de vies humaines furent fauchées, englouties par une machine meurtrière sans précédent et sans égal, sur des bases d'ethnies forgées par le colon, le Royaume de Belgique, qui divisait pour régner en montant des Hutu contre des Tutsi et des Tutsi contre des Hutu. Ainsi les burundais inscrivirent-ils, dans le sang et des larmes, l'année 1965 avec la décapitation de la démocratie, l'année 1969 quand une catégorie des militaires furent éliminés à leur retour d'une formation en Europe, l'année 1972 quand un Génocide engloutit 5000 Tutsi et 300.000 mille Hutu sous le régime du Capitaine Michel Micombero, l'année 1988 lorsque plus de 50.000 Hutu furent élagués de cette terre par le Napalm dans deux communes du nord du pays sous le régime dictatorial du Putschiste Major Buyoya Pierre. Et ce, devant le silence complet de l'Occident, qui s'attribua le titre de "Communauté Internationale".

Une lueur d'espoir naquit, encore une fois en 1993, avec l'élection du Président Melchior Ndadaye. La voie de la démocratie était retrouvée trente ans plus tard mais elle ne dura qu'un laps

“

Cette brochure coïncide avec la publication d'un rapport accablant sur le Burundi par une commission d'enquête créée aux fins de mettre en marche la Cour Pénale Internationale (CPI), l'instrument occidental injustement utilisé pour la déstabilisation des Etats africains.

”

“

Les deux (Peuple et Président) avaient et ont toujours en commun ceci: Défendre le Burundi quoi qu'il en coûte contre l'envahisseur, L'Occident qui affiche sa détermination, à transformer le pays aux milles sourires en un pays aux milles grimaces et larmes.

”

de temps. Les mêmes ennemis de la démocratie abattirent le Président Ndadaye, ses proches collaborateurs, décapitèrent encore une fois la Démocratie et mirent le pays à feu et à sang durant plus d'une décennie. Elus et électeurs y passèrent, toujours à cause de la même faute d'avoir drainé le peuple derrière eux. Toutefois, les électeurs s'organisèrent et luttèrent pour reconquérir leur

“
Le Peuple burundais s'est battu avec le commanditaire de ces manœuvres, l'Occident. Une bataille toujours en cours entre David (le peuple burundais) et Goliath (l'Occident), qui a repéré et utilisé quelques marginaux dans le voisinage, le Rwanda. Ce dernier a violé des lois internationales au vu et au su d'une Communauté dite internationale à la fois complice et complaisante car dominée et manipulée par l'Occident.
”

démocratie spoliée jusqu'en 2003 avec la signature d'un Accord Global de Cessez-le-feu entre le principal mouvement rebelle et le Gouvernement de transition de l'époque. Cet Accord qui mit fin à la guerre vint se greffer sur l'Accord d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation, signée en 2000 en Tanzanie, principalement entre politiciens de deux camps, G10 (Groupe de 10 Partis Tutsi) et G7 (Groupe de 7 partis Hutu).

Après avoir enterré la hache de guerre et déterminé à renouer avec la démocratie, le Peuple retourna aux urnes, en 2005 et décida qui, des différents partis politiques, allait les guider à leur destinée. Et ce fut le Cndd-Fdd qui remporta haut la main toutes les élections, avec la majorité des sièges au

Parlement et leur candidat Pierre Nkurunziza qui fut porté à la tête du pays comme Président de la République.

Toutefois, la démocratie ainsi retrouvée n'était que partielle car le Président n'était choisi que par un Collège de Parlementaires et non directement par le Peuple comme ce fut en 1993. Ce n'est donc qu'en 2010 que le Peuple put exercer son droit d'élire directement son Président au suffrage universel direct comme le veut d'ailleurs la Constitution, renouant ainsi avec l'expression entièrement démocratique étouffée en 1993. Malheureusement, les auteurs de troubles n'ont jamais désarmé, que ce soit en 2005, en 2010 et récemment en 2015, quand le Peuple se préparait à renouveler les institutions démocratiquement élues cinq ans auparavant.

Burundi 2015: la Victoire du Peuple retrace en détails la lutte du Peuple burundais pour la défense de cette démocratie entièrement retrouvée en 2010 face à des éléments nuisibles qui ont, depuis leur déroute électorale, essayé de saboter la marche normale du pays. En mauvais perdants, ils ont constitué une coalition de réclamation en 2010, qu'ils ont baptisée ADC - Ikibiri, ont tué de paisibles citoyens et jeté des cadavres dans les rues comme moyen de pression pour réclamer le dialogue avec le Parti vainqueur aux élections.

En 2015 les mêmes acteurs ont créé le CNARED, un conglomérat de putschistes en cavales et perdants aux élections. Comme en 2010, ils ont tué des gens, jeté des cadavres dans les rues et réclamé de dialoguer avec le vainqueur.

Néanmoins, au delà de cette stratégie de la terreur, le Peuple burundais s'est battu avec le commanditaire de ces manœuvres, l'Occident. Une bataille toujours en cours entre David (le peuple burundais) et Goliath (l'Occident), qui a repéré et utilisé quelques marginaux dans le voisinage, le Rwanda. Ce dernier a violé des lois internationales

au vu et au su d'une Communauté dite internationale à la fois complice et complaisante car dominée et manipulée par l'Occident.

La brochure revient sur les principes de la propagande de guerre et démontre combien le Burundi, ses institutions, ses forces de défense et de sécurité ainsi que la jeunesse du parti au pouvoir, les Imbonerakure, ont été et restent encore diabolisés aux fins de manipuler l'opinion.

L'Occident monopolise aussi le débat, en déchainant ses médias et ONGs, pour colporter des mensonges sans oublier qu'il utilise le diktat et les pouvoirs qui sont les siens pour influencer la prise de décisions et de sanctions contre le Burundi. Toutefois, malgré toutes ces contraintes, le Peuple burundais tient bon, et avance de victoire en victoire contre l'impérialisme, car la mise en échec de la tentative du putsch du 13 mai 2015 est un exemple éloquent d'une Victoire irréversible du Peuple burundais.



Tentative de Putsch
21

Sous les feux de la rampe
33



Refus de la Démocratie
38

2015 **11**
INSURRECTION



Rôle du RWANDA
49



Rôle de l' OCCIDENT
69



Rôle des MEDIAS
75



Rôle des ONGs
79

13 mai 2015 Tentative de Coup d'Etat



2015

Avant le Putsch, l'INSURRECTION

Le 25 avril 2015, le Parti Cndd-Fdd tient son Congrès à son siège national en Mairie de Bujumbura. Un événement dont l'éclat en termes de mobilisation et d'organisation est à la hauteur de l'intérêt qu'il suscite auprès des citoyens burundais et des observateurs internationaux dont la presse étrangère présente en force.

Les membres du Parti Cndd-Fdd ont donc choisi et présenté leur candidat à l'élection présidentielle de 2015. Dans la compétition durant ce Congrès extraordinaire, trois membres du Parti ont présenté leur candidature. Il s'agit du Président en exercice Pierre Nkurunziza, du Sénateur Joseph Ntakirutimana et de la députée et Deuxième Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale Mo-Mamo Karerwa. Le Président Pierre Nkurunziza obtint 86% des suffrages exprimés. Les membres du Parti Cndd-Fdd ont donc fait leur choix en la personne de celui qu'ils ont toujours surnommé "Muhuza" (Médiateur), un leader charismatique et assidu au travail.

Dès le lendemain, le 26 avril, un mouvement contestataire très violent fut lancé.

Les Forces de défense et de sécurité ont rétabli l'ordre public selon les principes de base sur le recours à la force et l'utilisation des armes à feu par les responsables de l'application de la loi, adoptés à la Havane dans le 8^e Congrès des Nations Unies pour la prévention et le traitement des délinquants du 27 août au 7 septembre 1990, point 9.

2015

insurrection

Les troubles de fin avril 2015 que certains occidentaux continuent d'appeler abusivement "manifestations pacifiques" alors que c'était une insurrection, au regard des méthodes violentes utilisées et des crimes odieux commis ont été le prélude de la tentative de renversement des institutions démocratiquement élues, en mai 2015. La candidature du Président Pierre Nkurunziza à sa propre succession n'était qu'un prétexte puisque la prise de pouvoir par des moyens déloyaux était planifiée longtemps avant même que le Parti Cndd-Fdd tienne son Congrès, le 25 avril 2015, pour désigner son candidat à la Présidentielle de la même année.

Des jeunes gens investirent les rues dès la matinée du 26 avril 2015, détruisirent des infrastructures publiques et brûlèrent des voitures de la Fonction Publique et d'autres institutions républicaines, bloquèrent les routes au moyen de barricades et pneus brûlés, s'en prirent à la police au moyen de pierres, de Cocktail Molotov, grenades et fusils d'assaut.

Des quartiers furent réduits à se vider de leurs habitants incapables de se rendre au travail sans risque de se faire agresser alors que les enfants furent empêchés de se rendre aux cours, certains placés aux premières lignes lors de cette insurrection ; des maisons appartenant aux policiers furent brûlées, les insurgés établirent des



barrages et rançonnèrent les habitants, etc .

Malgré cette insurrection à Bujumbura et le climat de peur qui ont gelé l'activité économique dans le pays, une grande majorité de la population burundaise garda le calme. Sur les 119 communes que comptait alors le Burundi, 116 restèrent en



paix.

Par contre, la contestation devint principalement une occasion d'une remise en cause violente de l'autorité publique, processus en crescendo qui allait aboutir au coup d'État (manqué) du 13 mai 2015.

Ces violences se sont intensifiées jusqu'à la création de milices urbaines qui ont tenté d'arrêter le processus électoral en perturbant la sécurité, principalement à Bujumbura.

De juin à la mi-décembre 2015, la capitale du Burundi a vécu sous des tirs plus ou moins nourris durant la nuit, des attaques à la grenade contre la police ou des meurtres ciblés de membres des corps de défense et de sécurité.

Le plus emblématique de ces meurtres est l'assassinat du Lieutenant-Général Adolphe Nshimirimana le 2 août 2015, au nord de Bujumbura, suivi un mois plus tard d'une attaque contre le Chef d'État-Major de l'Armée burundaise

(Hutu) après l'assassinat d'un des prédécesseurs à la retraite, le Colonel Jean Bikomagu (Tutsi).

Ces assassinats qui ciblaient des personnes d'ethnies différentes avaient un but: semer le virus de la division et créer un schisme au sein de l'Armée nationale, pour que ces divisions soient récupérées par l'opposition radicale au travers des désertions. En attendant, la même opposition armait des jeunes dans les mêmes quartiers où avaient sévi l'insurrection de mai et juin 2015.

Heureusement, l'engagement des forces de défense et de sécurité pour sauvegarder l'unité et la cohésion nationales ont prévalu sur ces calculs mesquins et divisionnistes. Ainsi, la Force de Défense Nationale et la Police Nationale du Burundi, composées de toutes les couches de la population burundaise (50 % Hutu, 50 % Tutsi, des Twa cooptés), ont permis à la vaste majorité des Burundais de garder la sérénité dans un contexte marqué par les peurs et les rumeurs, et de refuser l'offre d'une nouvelle guerre civile .



Insurrection
En images



Un insurgé avec un couteau

Photo: J.Goran Tomasevic / Reuters



Léonidas Misago, brûlé vif par des insurgés à Nyakabiga, le 8 mai 2017

Photo: J.Goran Tomasevic / Reuters



Des insurgés avec armes à feu et Cocktails molotov



Véhicule brûlé par les insurgés

Photo: Police Nationale du Burundi



Photo: Police Nationale du Burundi

Policier estropié à cause d'une grenade lancée par des insurgés



Photo: J.Goran Tomasevic / Reuters

Un jeune insurgé masqué, utilisant une arme



Photo: Jerome Delay / AFP

Des policiers transportant un collègue blessé par une grenade lancée par un insurgé



Photo: J.Goran Tomasevic / Reuters

Une policière séquestrée par des insurgés à Buterere, le 12 mai 2015

2015

L'Insurrection puis le Putsch

Le 13 mai 2015, tout est en place pour le renversement des institutions démocratiquement élues. Le Président de la République se déplace vers la Tanzanie pour participer à un Sommet des Chefs d'Etat de la Communauté d'Afrique de l'Est. Parmi les traîtres se trouve son Ministre de la Défense, qui se trouvait à l'aéroport pour saluer son départ, ainsi que d'autres officiers de l'armée et de la Police.

Les messages SMS, E-mails et historiques des appels révèlent que les organisateurs de l'insurrection (activistes de la société civile, journalistes et politiciens) étaient également en contact permanent avec les putschistes.

Le Coup de force du 13 mai 2015 était soutenu par l'extérieur. Ceux qui ont tenté de renverser les institutions démocratiquement élus ont été évacués par certaines missions diplomatiques accréditées à Bujumbura, amenés au Rwanda puis, pour certains, en Europe. Cela prouve à suffisance que l'Union Européenne a joué un rôle dans la déstabilisation du Burundi.



2015

Coup d'Etat



Le Président arrive à l'aéroport

13 mai

06h30'

Le 13 mai 2015, le Président Pierre Nkurunziza arrive à l'aéroport international de Bujumbura et se prépare à s'envoler pour Dar-es-Salaam où il doit participer au Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'EAC..



13 mai

6h50'

Le Président se rend en Tanzanie

Le 13 mai 2015, le Président Pierre Nkurunziza s'envole pour Dar-es-Salaam, en Tanzanie, où il va participer à un Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté d'Afrique de l'Est. Tout le comité protocolaire habituel composé de Membres du Gouvernement, de la hiérarchie militaire et policière, des Conseillers du Président ainsi que du Maire de la Ville de Bujumbura est à l'aéroport international de Bujumbura pour le saluer à son départ. L'avion emportant le Président de la République et sa délégation s'envole à 6h50', heure de Bujumbura.

13 mai

09h20'



Les organisations dites de la société civile, en étroite collaboration avec les militaires mutins et quelques politiciens, tous à la solde de l'occident, changent de tactique le 13 mai 2015. Des centaines de jeunes font irruption au centre ville de Bujumbura, dans un plan de couvrir l'opération de Coup d'Etat déjà en marche. Si la plupart de ces jeunes qui ont battu le pavé croyaient suivre un mouvement de contestation idéologique, les meneurs, eux, étaient au courant d'un plan de déstabilisation des institutions démocratiquement élues. Les enquêtes et les communications saisies ont révélé que civils et militaires opéraient en étroite collaboration.

Les mutins sortent des casernes

13 mai

10h00'



Photo: Jean-Pierre Hareimana / Reuters

A 10h00', les choses vont très vite. Des mutins sortent des camps, véhicules blindés à l'appui, prenant des civils comme boucliers humains et se dirigent vers le centre ville pour empêcher la Police anti-émeute à bloquer les accès, par les insurgés, à certains lieux stratégiques. Certains d'entre eux se dirigent vers la Radio Nationale, y trouvent la résistance des loyalistes tandis que d'autres vont vers l'aéroport international de Bujumbura. Des milliers de curieux affluent vers le centre ville et les médias internationaux diffusent déjà en ligne la chute du Président Pierre Nkurunziza.

Le Coup d'Etat est proclamé

D'abord sur les ondes d'une radio privée, la Radio Isanganiro, ensuite sur d'autres stations privées comme la Radio Bonesha, la Radio-Télé Renaissance et enfin sur la Radio Publique Africaine, réouverte par les mutins. Cette dernière avait été interdite d'émission sur décision judiciaire car elle semaît la zizannie et le trouble dans le pays.

L'ex-Général Godefroid Niyombare et son adjoint Cyrille Ndayirukiye sont personnellement allés à la RPA qui est restée assiégée par des éléments putschistes, au même titre que les autres stations privées ci-haut citées qui sont devenues le rampart des mutins. Ceux-ci y mettront le feu avant de prendre la fuite, vaincus par les soldats loyalistes.

Tous les crimes commis lors de la tentative de Coup d'Etat sont imputables aux Putschistes et sont du ressort du droit international. Voir Article 9 et 10, Annexe de la Résolution 56/83 de l'AG du 12 décembre 2001. - Document officiel de l'AG, 56^e session, Supplément n° 10 (A/56/10).



Les Putschistes, accompagnés par des insurgés, vont à la RPA, l'ouvrent et y prononcent leur déclaration



Le Coup d'Etat échoue

Le Coup d'Etat du 13 mai 2015 a révélé qu'une certaine opinion ignore la maturité du Peuple burundais jusqu'à imaginer que ce peuple qui a subi des souffrances liées aux agissements anti-démocratiques pouvait cautionner, encore une fois, l'irresponsabilité de certains burundais qui sont toujours enclins à servir des intérêts obscurs des occidentaux.

Certes, des observateurs internationaux présents au centre de la ville de Bujumbura pouvaient être impressionnés par les quelques trois à cinq milliers de personnes

qui ont afflué pour célébrer la chute des institutions démocratiquement élues.

C'était sans compter que le Burundi est fait d'une population de plus de dix millions, tous déterminés à œuvrer pour la cohésion sociale et une paix durable au Burundi. Ce jour du Putsch, il suffisait d'aller au nord de la capitale, à Kamenge, à Kinama ou à l'intérieur du pays pour se rendre compte que les citoyens vaquaient paisiblement à leurs activités comme si rien ne se passait au cœur de la capitale.

Pendant le temps du Putsch, le 13 et 14 mai, les membres du Parti Cndd-Fdd n'ont pas arrêté la Campagne électorale.



Photo: Cnnd-Fdd



Photo: Renouveau

Des milliers de burundais remplissent les rues de Bujumbura pour célébrer le retour du Président, le 15 mai 2015

Ils ont gardé confiance aux forces loyalistes, convaincus que ce n'était qu'une question d'heures pour que l'armée et la police reprennent le dessus et chassent ces mutins à la solde du Rwanda et de l'occident. Comme c'était en pleine campagne électorale, les membres du Parti au pouvoir n'ont même pas annulé leurs meetings prévus dans plusieurs des 118 communes du Burundi.

Pendant que les Forces de défense et de sécurité reprenaient le contrôle de toute la ville et que les mutins étaient aux abois, la déclaration du Chef d'Etat-Major, le Général Major Prime Niyongabo à 1h00' du matin, le 14 mai 2015 est venue clore le débat : "le Coup d'Etat a été déjoué, la situation est maîtrisée, tous les points stratégiques sont sous contrôle des forces loyalistes" et a appelé les mutins à se rendre immédiatement.

Les mutins, ne désarmant point, tentèrent une dernière attaque contre la Radio Télévision Nationale mais échouèrent lamentablement. Dans leur débandade certains chefs mutins furent arrêtés sans effusion de sang tandis que d'autres traversèrent la frontière vers le Rwanda. D'autres, après le Rwanda, poursuivirent leur route vers la Belgique. Les deux pays, le Rwanda et la Belgique ont ainsi prouvé qu'ils étaient le levier de l'occident, derrière l'agression et la déstabilisation du Burundi.

Le Président Pierre Nkurunziza est rentré le 14 mai 2017 et les institutions du pays, déstabilisées pendant quelques heures, reprirent le dessus. La campagne électorale se poursuivit et toutes les élections se tinrent comme prévu, au grand dam de ceux qui avaient trop investi dans la déstabilisation du Burundi.



BURUNDI

Sous les feux de la rampe
pour un changement de régime




La situation qu'a traversée le Burundi en 2015 lorsque tous les médias du monde faisaient la UNE de la presse écrite et audiovisuelle et surtout quand il était, et demeure toujours d'ailleurs, à l'agenda international constitue assurément un sujet de curiosité et d'interrogations.

Cela d'autant plus que le Burundi a vécu plusieurs décennies de déchirements socio-politiques dans l'indifférence presque générale des médias du monde, des Organisations internationales et même des instances régionales, continentales ou internationales : massacres, épurations ethniques, Génocides, exécutions sommaires, disparitions forcées, expropriations ... autant de crimes qui hantent la mémoire des burundais, qu'ils ne voudraient plus revivre et, non plus, avec lesquels ils ne voudraient plus renouer.

Une Commission Vérité et Réconciliation a été créée pour aider les burundais à affronter leur passé en en ressassant toute l'opprobre qui les a endeuillés et exilés aux fins de se réconcilier définitivement après avoir eu le courage de se dire la vérité.

Dans le sillage du processus électoral de 2015 l'opinion burundaise et étrangère a été servie quotidiennement de messages aussi bien alarmants que paradoxaux annonçant l'imminence d'un Génocide, de tueries à grande échelle et une instabilité généralisée. Systématiquement relayés par des faiseurs d'opinions et acteurs tant nationaux qu'internationaux, ces prophéties, même en se révélant fausses, ont failli mener à la dislocation des remparts sur lesquels reposent la Nation burundaise. Toutefois, ces agissements ont le mérite d'avoir mis en exergue le véritable dessein poursuivi par tous ces oiseaux de mauvaise augure : 'un changement de régime par des voies illégales', au Burundi, et de révéler, au monde, la capacité des burundais de contrer toute volonté maléfique de les renvoyer dans les affres et méandres de la guerre fratricide.



En 2015, le monde entier a retenu son souffle. Le Burundi entrait dans une effervescence électorale ponctuée par des soubresauts politiques et leur corolaire de dégâts humains et matériel, avec des incidences sur tous les aspects de la vie sociale, économique et politique du pays.

A la fin du mois d'avril de la même année, certains quartiers entraient en ébullition: pneus brûlés, routes barricadées, maisons et véhicules brûlés, sans parler de paisibles citoyens auxquels on ôtait ce qu'ils avaient de plus cher, la vie, de la façon la plus sauvage et horrible qui soit.

C'est dans un climat de perturbations politiques dans certains quartiers de la Mairie de Bujumbura que le Burundi parvient, quand même, à organiser et tenir tout le cycle électoral, pour ne pas tomber dans un vide constitutionnel.

La Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), décrivant ce processus, a reconnu que ces élections ont été tenues dans “un contexte de fragmentation de certaines formations politiques, de contestations politiques internes et de pesanteurs régionales et internationales” mais qui, au finish, n'ont pas mis en échec ce processus qui a finalement été bien mené puisque toutes les institutions ont pu être mises en place .

Le succès de ce processus tenu dans ce contexte très particulier était en grande partie “la soif de la population de voter pour renouveler les institutions dirigeantes du pays”, malgré l'appel de l'opposition au boycott, qui n'a pas été entendu, ni les tirs et jets de grenades pendant la nuit, à la veille de chaque élection, aux fins de dissuader la population à se rendre aux urnes.

ELECTIONS

et les mauvais perdants

BURUNDI



Pays en crise? ou est-ce un élément de langage?



Ces que les médias, ONG et autres observateurs internationaux décrivaient comme “crise politique sans précédent” n’était qu’un élément de langage exagéré pour attirer de l’ostracisme sur le pouvoir du Cnnd-Fdd accusé de tous les maux. C’est comme si, subitement, ces mêmes observateurs ou acteurs internationaux oubliaient le Coup d’Etat sanglant de 1993, l’assassinat du premier président démocratiquement élu, Melchior Ndadaye, et ses collaborateurs et la décennie de guerre civile qui a suivi dans tout le pays, embrasant même toute la région des Grands-lacs.

C’est comme si la “communauté internationale” oubliait les massacres des communes Ntega (Kirundo) et Marangara

(Ngozi) lorsque l’ancien Président Pierre Buyoya extermina des dizaines de milliers de burundais au Napalm.

Ces acteurs faisaient aussi semblant d’ignorer le Génocide de 1972 qui a emporté plus de trois cent mille burundais sous le Président Michel Micombero. En somme, il devenait une évidence qu’il y avait une volonté de désorienter l’opinion pour qu’elle arrête de penser à tous les actes ignobles, aux allures de contestation du verdict des urnes, qui ont exterminé à la fois des élus et des électeurs, depuis l’indépendance du Burundi.

Ce qui a été vu en 2015 n’est donc qu’une suite logique d’autres mouvements de contestation électorale qui jalonnent l’histoire

du Burundi, perpétrés par des mauvais perdants toujours prêts à fouler aux pieds le choix souverain du peuple. Par ailleurs, à la comparaison des deux processus électoraux les plus rapprochés, celui de 2015 et celui de 2010, il devient aisé de comprendre que les deux sont forcément liés, avec les mêmes acteurs, les mêmes agissements et les mêmes réclamations, à la seule différence que les dommages causés dans la contestation des élections de 2015 sont l’amplification des méfaits de la contestation du verdict électoral de 2010.

Dans les deux processus électoraux ci-haut mentionnés, l’opposition burundaise s’est présentée aux élections en ordre

dispersé et, en mauvais perdant, elle n’a pas supporté d’être vaincue par le parti Cnnd-Fdd. Après chaque échec, elle a pensé à se regrouper en coalition.

En 2010, elle a créé l’ADC – Ikibiri tandis qu’en 2015 elle a créé le CNARED - Giritoka.

Parallèlement à ce regroupement, des actions d’intimidation de la population à travers des jets de grenades, d’assassinats ciblés et de dépôts de cadavres dans les rues ont toujours précédé des réclamations de dialogue ou négociation avec le parti vainqueur.



Photo: Ministère de la Défense

Le Porte-Parole de l'Armée livre le bilan de l'une des attaques perpétrées sur le sol burundais à partir du Rwanda

Le refus de la Démocratie

De **2010** à **2015**

Lors du processus électoral de 2010, plusieurs permanences du Cndd-Fdd ont été incendiées dans plusieurs provinces du pays, des grenades ont été lancées dans des lieux publics et privés faisant des morts et des blessés. Entre les élections communales de mai, en passant par la présidentielle et les législatives de juillet 2010 il y a eu autour de 130 attaques à la grenade qui ont fait occasionné des dégâts humains et matériels. Le Parti Cndd-Fdd a enterré une centaine de ses membres, assassinés durant cette période dans les provinces Bujumbura et Bubanza.

En ce moment des faits, l'objectif visé par ces politiciens en mal de popularité était de contraindre les institutions nouvellement élues à partager avec ces mauvais perdants les postes ainsi acquis par la voie des urnes, un déni de la démocratie. Cette campagne de déstabilisation s'est poursuivie tout au long du cheminement vers les prochaines élections prévues en 2015, pour en empêcher la tenue et surtout avec l'intention d'opérer un changement de régime par des voies illégales.

Certains politiciens de l'opposition comme un certain Alexis Sinduhije, Leader du MSD étaient impliqués dans les recrutements, l'armement et l'encadrement de ces bandes armées et essayaient de "convaincre les gouvernements régionaux et internationaux que les exactions et les actes de corruption commis par les autorités burundaises justifiaient une rébellion armée" selon un rapport des Experts des Nations Unies sur la Région des Grands-Lacs, publié le 29 novembre 2011.

La veille de la publication de ce rapport, un hebdomadaire burundais, le Journal Iwacu dans sa livraison du 28 novembre 2011, avait publié une interview exclusive de M. Alexis Sinduhije.

A la question du journaliste Antoine Kaburahe qui lui demandait s'il pensait [aux élections] de 2015, M. Sinduhije a surpris : "2015 ne peut pas être dans le schéma des perspectives politiques au Burundi. [...] Sauf s'il y a miracle, nous sommes embarqués dans un processus révolutionnaire d'au moins trois ans et donc, pas de place pour les élections". Il promettait même que cette révolution allait se mener "avec gravité et responsabilité" car selon Sinduhije, "préserver les vies des civiles innocents" devrait être une nécessité.

Moins d'une semaine plus tard, c'est France 24 qui diffusait un reportage de Pauline Simonet sur une nouvelle rébellion au Burundi, le FRONABU - Tabara dont la base arrière se trouvait au Sud Kivu de la RDC et qui viserait, curieusement, une "Révolution" au Burundi. Toutes les sources concordantes précisent que ce mouvement étouffé dans l'œuf appartenait à Alexis Sinduhije, à l'instar d'un autre qu'il lancera plus tard, en 2015, le FOREBU - Tabara.

Parallèlement, un autre groupe rebelle

“

2015 ne peut pas être dans le schéma des perspectives politiques au Burundi. [...] Sauf s'il y a miracle, nous sommes embarqués dans un processus révolutionnaire d'au moins trois ans et donc, pas de place pour les élections.

”

- Alexis Sinduhije en 2011

s'organisait dans la brousse de Milamila en Tanzanie. Il s'agissait du FRD - Abanyagihugu dirigé par un certain Kabirigi Pierre-Claver, qui lança sa première attaque au mois de novembre 2011. Jusqu'au mois d'avril 2012 il était complètement défait et ses leaders, tués ou arrêtés. Au mois de mai 2012 l'armée congolaise annonçait avoir abattu un autre important Chef rebelle du nom de Claver Nduwayezu, surnommé Carmel ou Mukono. Ce dernier avait mené des incursions sanglantes dans les zones riveraines de la Rusizi au Burundi et en RDC. Il était accusé d'être à la tête du bain de sang de septembre 2011 à Gatumba (près de Bujumbura), lorsque 39 personnes au moins ont été sauvagement tuées.

En septembre de la même année, c'était le tour d'un certain Nzabampema, un dissident du FNL, de déclarer la guerre contre le Gouvernement du Burundi, appelant toute la population à la résistance. En 2013 il a multiplié des embuscades mais son mouvement a subi de lourdes pertes en hommes et en matériel qu'il s'est finalement

retranché loin de la frontière, dans les profondeurs de l'Est de la RDC où, selon les informations à notre disposition, reste encore actif dans des actes de vols à main armée.

En 2013, sur appel du Président de la République qui demandait aux leaders de l'opposition en exil de rentrer pour préparer les élections de 2015, Alexis Sinduhije rentre en mars 2013 et annonce publiquement la couleur de son retour: organiser des manifestations, à l'instar du printemps arabe. Ce qui avait échoué par le truchement d'une rébellion armée allait donc être atteint par un soulèvement populaire, une révolution, selon cet opposant qui multipliait des déplacements vers Kigali.

Une année, jour pour jour, le 8 mars 2014, M. Sinduhije organisa une insurrection populaire durant laquelle des éléments de la police furent séquestrés pendant plusieurs heures et désarmés, par des jeunes sous l'emprise de la drogue dont des enfants.

Des activistes de la Société civile et des cadres de la Commission Nationale Indépendante des Droits de l'Homme (CNIDH) ont du intervenir pour récupérer ces armes et les remettre aux forces de l'ordre. M. Sinduhije prit de nouveau le large et reste sous mandat d'arrêt international tandis que plusieurs dizaines de membres du MSD furent arrêtés et jugés. Cette cinquantaine de jeunes ont, trois ans plus tard, été libérés, figurant dans la liste des 2.500 prisonniers qui ont bénéficié de la grâce présidentielle, en janvier 2017.

2010

Elections générales, remportées haut la main par le Cnnd-Fdd. Après les communales, les perdants se regroupent au sein d'une coalition, ADC-Ikibiri, terrorisent la population pour la dissuader à poursuivre le processus électoral en tuant aveuglement. Les forces de l'ordre maîtrisent la situation.

2010

Le Processus électoral s'est tenu dans un contexte de fragmentation de certaines formations politiques, de contestations politiques internes, mais qui, au finish, n'ont pas mis en échec ce processus qui a été mené jusqu'à terme. Toutes les institutions élues en 2005 ont été renouvelées en 2010.

2010

Le Cnnd-Fdd obtient 64% des suffrages exprimés, suivi par le FNL 14,15%, Uprona 6,25%, Frodebu 5,43%, le MSD 3,75%, l'UPD 2,21%, le Frodebu Nyakuri 1,36% et le CNDD 1,26%. Les autres partis ne franchiront même pas la barre de 1%. Ces perdants se retirent du processus et optent pour la violence.

2011

Le 18 septembre 2011, des éléments armés ont mené une attaque à Gatumba tuant une quarantaine de paisibles citoyens. Ces criminels étaient dirigés par un certain Carmel alias Mukono, un ancien combattant du Palipehutu. Il sera éliminé plus tard par l'armée congolaise, en 2012.

2011

Le 26 novembre 2011, un mouvement dirigé par un certain Kabirigi Pierre Claver attaqua le Burundi et fut complètement anéanti par les Forces de Défense et de Sécurité. C'était dans le prolongement de la contestation des élections de 2010.



Combattants du mouvement FRD - Abanyagihugu créé par Hussein Radjabu, qui attaqua le 26 novembre 2011

2011

Le 2 décembre 2011, France 24 diffusait un reportage de Pauline Simonet sur une nouvelle rébellion au Burundi, le Fronabu - Tabara d'un certain Général Moïse. Il sera découvert que ce Général n'a jamais existé dans l'armée burundaise mais un Rwando - Congolais. Ce mouvement n'a jamais attaqué le Burundi.



Reportage de France 24 sur une rébellion qui n'a jamais existé

2013

En 2013, certains politiciens qui avaient pris le large au lendemain des élections de 2010 et qui étaient impliqués dans la perturbation de l'ordre public rentrent, sur appel du Chef de l'Etat, qui les invitait à venir participer aux élections de 2015. Il s'agit de Alexis Sinduhije, Agathon Rwasa, Pascaline Kampayano et d'autres.

2014

En mars 2014, Alexis Sinduhije du MSD organise une insurrection. Des policiers sont séquestrés et désarmés par des jeunes sous emprise de la drogue. Après plusieurs heures, les forces de sécurité maîtrisent la situation et Alexis Sinduhije prend encore le large et se cache au Rwanda d'abord avant de s'établir en Belgique.

2012

En plus des attaques armées perpétrées par plusieurs groupuscules rebelles qui ont été systématiquement mis hors d'état de nuire, les années 2012 et 2013 ont été marquées par un débat politique très animé, la Commission Nationale Terres et Autres Biens (CNTB) étant la plus visée.

A la place d'une confrontation sereine des idées, dans un élan démocratique de débat contradictoire, certains politiciens ont récupéré cette situation dans leur élan de sabotage de la démocratie.

Le spectre de la violence prit le dessus pour perturber le travail de cette commission dont la tâche principale était de restituer biens et terres spoliées lors des crises sanglantes qu'a connu le Burundi, et de rendre justice aux victimes de plusieurs décennies d'injustice matérialisée par la spoliation systématique des biens de paisibles citoyens, forcés à l'exil.

2013

2014

La nuit du 29 au 30 décembre, le Burundi subit une attaque armée en provenance du Rwanda via l'Est de la RDC, dans la province de Cibitoke. D'après les documents saisis et les témoignages de ceux qui ont été capturés, le but de l'attaque était d'empêcher la tenue des élections en 2015 et d'opérer un Coup d'Etat.



Manifestation, en Belgique, contre la CNTB, en 2014



Auteurs & Co-auteurs

changement de régime au BURUNDI

La rébellion à l'ordre démocratiquement établi que nous avons observée entre 2010 et 2015 n'est pas l'œuvre d'acteurs burundais seulement, mais il est évident que des étrangers ont joué un très grand rôle, dans le financement, l'entraînement et l'armement des insurgés, au vu et au su de la communauté internationale.

De ce fait donc, des burundais portent une lourde responsabilité d'avoir été très actifs dans l'organisation d'actes de déstabilisation du pays, mais pour mieux cerner l'ampleur de cette agression contre le peuple burundais il faut aller au delà des frontières du Burundi.

Après leur défaite, ces mêmes acteurs ont élu refuge dans des pays qui les ont soutenus moralement et matériellement. C'est particulièrement le cas du Rwanda et du Royaume de Belgique, qui ont accueilli à bras ouverts et qui hébergent toujours des putschistes.

Acteurs

Burundais

Dans cette déstabilisation, les acteurs burundais se subdivisent en deux catégories: Des civils et des hommes en uniforme.

Les premiers, soient politiciens ou activistes de la société civile radicalisés, ont organisé une insurrection civile tandis que les deuxièmes, en uniforme, ont planifié et mené une insurrection armée.

Néanmoins les deux groupes ont opéré en parfaite harmonie et leurs actions étaient synchronisées, le point de convergence de leurs actions n'étant autre que la tentative de Coup d'Etat du 13 mai 2015.

Après cet échec, ils ont perpétré des actes de terrorisme sans nom, lançant des grenades dans des lieux publics, tuant d'innocents citoyens, actes qu'ils ont revendiqués sans scrupule, dans une interview que l'ex-Général Léonard Ngendakumana a accordée à la chaîne de télévision kényane KTN.



Le Putschiste Ngendakumana revendique les attaques à la grenade

“
Les grenades sur les bureaux de vote? C'est nous et ça va continuer. Après nous être rendus compte que nous ne pourrions pas réussir notre Coup d'Etat du 13 mai, nous avons trouvé qu'il était nécessaire de continuer à nous battre.
”

- Léonard Ngendakumana, KTN, 2015



Le Chef des Putschistes Niyombare arrive à la Radio RPA pour une déclaration.

En 2001, M. Alexis Sinduhije et Samatha Power, avec l'appui de l'USAID, lancent la Radio Publique Africaine (RPA).

C'est cette station radio qui, actuellement émettant en ligne par le truchement de sa dérivée "INZAMBA" diffuse des informations souvent non vérifiées aux allures divisionnistes. Utile de rappeler que M. Sinduhije a été cité par plusieurs rapports d'experts des Nations Unies sur la République Démocratique du Congo, dans des actes de déstabilisation de la région des grands-lacs et est sous sanctions américaines.

Du côté de la société civile, certaines organisations sont allées outre leur plan d'action et ont emprunté la voie de la déstabilisation. Il s'agit de FORSC, FOCODE, APRODH, ACAT - Burundi. Ces activistes ont étroitement collaboré avec les dirigeants des partis politiques comme le MSD, l'UPD ZIGAMIBANGA, le SAHWANYA FRODEBU, le SAHWANYA FRODEBU NYAKURI et d'autres acteurs politiques.

Les quelques milliers de jeunes qui faisaient des descentes dans les rues de Bujumbura étaient bien encadrés et restaurés, tandis que les encadreurs percevaient une rémunération. Il est apparu que ce financement transitait par les comptes de ces organisations dites de la Société Civile.

En plus, les enquêtes menées ont révélé que les porte-flambeaux de ce mouvement insurrectionnel restaient en constante communication avec les putschistes. Le 13 mai 2015 donc, jour de la tentative de Coup d'Etat, des militaires et des civils étaient ensemble, et marchaient sur la ville de Bujumbura pour prendre certaines places stratégiques.

Après avoir occupé les médias privés, ils ont tenté d'assiéger la Radio Télévision Nationale (RTNB) et l'Aéroport International de Bujumbura. Ils étaient ensemble aussi pour aller brûler la Radio Télévision Rema et quand le Commissariat municipal de Bujumbura fut attaqué et vu tous les prisonniers libérés par les insurgés.

Rôle joué par le
RWANDA



Agression du Rwanda

Le Rwanda a joué un très grand rôle dans la déstabilisation du Burundi dans le sillage du processus électoral de 2015. L'attaque armée du 30 décembre 2014, qui a frappé deux communes de la province Cibitoke a été préparée à partir du Rwanda. Les assaillants capturés ont révélé avoir subi un entraînement militaire au Rwanda.

Qui plus est, l'insurrection de 2015 a, c'est évident, été appuyée par le Rwanda. Non seulement il y avait des éléments rwandais venus appuyer les insurgés, mais également tous ceux qui prenaient la voie de la fuite ont choisi comme destination le Rwanda.

C'est ainsi que des putschistes en cavales, y compris ceux en uniforme, ont été accueillis de l'autre côté de la frontière burundo – rwandaise par des officiels rwandais. Ces fugitifs recherchés par la justice burundaise ont bénéficié de toute la largesse de l'hospitalité rwandaise et ont poursuivi leurs activités politiques contre le Burundi, en recrutant des réfugiés burundais pour les transformer en rebelles, avec la participation d'instructeurs militaires rwandais et le soutien logistique de l'armée rwandaise.

Les enquêtes dans les camps de réfugiés burundais au Rwanda, notamment dans celui de Mahama, ont démontré que des jeunes burundais, et même des enfants, ont été enrôlés de force dans des unités de rébellion aux fins d'une infiltration au Burundi.



Le rapport de l'organisation Refugees International a documenté en détail ces opérations de recrutement, vérifiées ensuite par la presse (Al Jazeera, Newsweek, IBTimes, RFI) même si d'autres sources en avaient déjà parlé (Washington Post, African Defense, France24).

Par ailleurs, l'administration burundaise a déjà signalé à plusieurs reprises les entraves des autorités rwandaises pour le retour des réfugiés burundais désireux de regagner leur patrie, avec des intimidations et de longues procédures administratives qui découragent plus d'un. En outre, il conviendra de souligner que la ministre des Affaires Étrangères du Rwanda a affirmé ce 30 janvier 2016 devant le Conseil Paix et Sécurité de l'Union Africaine que le Rwanda n'entendait pas extraditer les personnes recherchées par la justice burundaise pour participation dans la tentative de coup d'État du 13 mai 2015. Pourtant, dans le cadre de bon voisinage et du respect des traités régionaux en matière de coopération judiciaire et sécuritaire, le Gouvernement du Burundi a toujours réagi

favorablement à toutes les demandes d'extradition des personnes jugées comme menace aux intérêts vitaux du Rwanda.

Par ailleurs, ces opérations de recrutement, d'enrôlement et de formation militaire de jeunes burundais, dont des enfants, ont d'ailleurs été dénoncées par l'Envoyé Spécial du Président des États-Unis d'Amérique dans la région des Grands Lacs africains, M. Thomas Perriello: "Le Rwanda est parfaitement au courant de la volonté du gouvernement américain d'imposer des mesures dans les situations similaires à celles du M23. Nous avons exprimé un

certain nombre d'inquiétudes publiquement et en privé à propos de la crise au Burundi. J'ai moi-même rencontré certains des anciens enfants-soldats burundais arrêtés ici en RDC. Et nous allons continuer de garder l'œil sur cette situation ..."

Les forces de défense et de sécurité du Burundi (FDN et PNB) ont fait face à plusieurs agressions venues du Rwanda, dont les plus visibles sont:

Un groupe d'hommes armés venus du Rwanda a tenté d'attaquer la zone Rugazi, commune Kabarore dans la province de Kayanza, en dates du 10 et 11 juillet 2015. Le bilan de cette tentative d'attaque, qui visait à faire dérailler le processus électoral alors en cours, a coûté cher au groupe d'assaillants: 31 parmi eux ont été tués, 170 hommes se sont rendus, d'autres capturés (voir image), 78 armes saisies avec 4 groupes électrogènes, 1 mortier 60 et 2 radios Motorola. Ceux qui ont été capturés affirment avoir été entraînés au Rwanda, avant de recevoir des armes des services de sécurité rwandais.

Le 12 juillet 2015, à Muyinga dans la commune de Giteranyi, zone Ruzo, les forces de l'ordre ont

saisi 60 fusils d'assaut de type Kalachnikov enterrés le long de la rivière Kagera qui coule en venant du Rwanda. Un mois plus tard, le 7 août 2015, sur la colline Masaka de la zone Gisenyi, dans la province Kirundo, une trentaine de fusils d'assaut de type Kalachnikov, 810 cartouches, 58 chargeurs et 52 bretelles ont été saisis sur un groupe d'hommes qui venaient attaquer le chef-lieu de Kirundo. Parmi eux, un ancien policier burundais

J'ai moi-même rencontré certains des anciens enfants-soldats burundais arrêtés ici en RDC. Et nous allons continuer de garder l'œil sur cette situation.

- Tom Perriello, 2016



Photo: Jean-Pierre Hareimana / Reuters

a admis devant la justice que leur unité avait été recrutée et formée dans le camp de réfugiés de Mahama, au Rwanda. Enrôlé sous les encouragements du Dr Jean Minani, un opposant réfugié à Kigali, chacun des assaillants devait recevoir 200.000 Fbu au terme de l'attaque à Kirundo.

Toutes ces armes saisies avaient une caractéristique commune: elles n'étaient pas marquées, ce qui n'est pas le cas de l'arsenal militaire au Burundi.

De nombreuses tenues de l'armée rwandaise ont été saisies lors des opérations de désarmement de la population, sur ces derniers mois, comme ici, à Mutakura.

Une nouvelle attaque est survenue le 21 novembre 2015 sur le cabaret Top Hill, au chef-lieu de la province Kirundo, et visait à assassiner notamment le gouverneur et des responsables politiques proches du parti au pouvoir au Burundi. Les trois assaillants en action ont été désarmés par les forces de sécurité, avant d'avouer en audience publique qu'ils agissaient toujours sous l'instigation du Dr Jean Minani, qui est par ailleurs un ancien député élu à Kirundo, qui a dirigé la coalition CNARED.

Après les échecs successifs des différentes attaques menées avec des groupes venus directement du Rwanda, les services de renseignement rwandais ont décidé de changer d'itinéraire pour les recrues burundaises. En effet, les services de renseignement congolais ont alerté le Burundi dès octobre 2015

que des insurgés burundais allaient être infiltrés au Burundi à travers la frontière congolaise, avec de faux documents administratifs. Il n'a pas fallu longtemps pour que les enquêtes menées par la presse viennent étayer ces informations. Ce réseau d'infiltration au Congo mis sur pied par les services de renseignement militaire rwandais (DMI), est impliqué dans le convoyage de ces infiltrés burundais vers la frontière jusqu'à la rivière de la Rusizi, après leur avoir fourni de fausses cartes d'électeurs congolais.

Ainsi, le 12 janvier 2016, l'armée congolaise présentait à une délégation parlementaire congolaise une quarantaine d'infiltrés interceptés avec des cartes d'électeur congolaises afin de faciliter leur entrée au Burundi. Les services de renseignement burundais en arrêteront pour

leur part cinq alors déjà présents sur le territoire burundais.

Plusieurs jeunes qui ont subi ces formations au Rwanda ont finalement brisé le silence. Certains ont été arrêtés et d'autres ont déposé les armes par leur propre volonté, se sont rendus à la police et ont accepté de parler à la presse locale et internationale. Des témoignages poignants avec des éléments probants sur la chaîne de recrutement, celle de commandement et les actes qu'ils devaient poser afin d'attirer de l'ostracisme sur le pouvoir de Bujumbura. Le phénomène de cadavres mutilés retrouvés quotidiennement dans les rues de Bujumbura en 2015, l'assassinat ignoble des trois sœurs catholiques âgées en septembre 2014 à Kamenge, l'incendie qui a détruit un supermarché chinois, T-2000, en septembre 2015, etc.



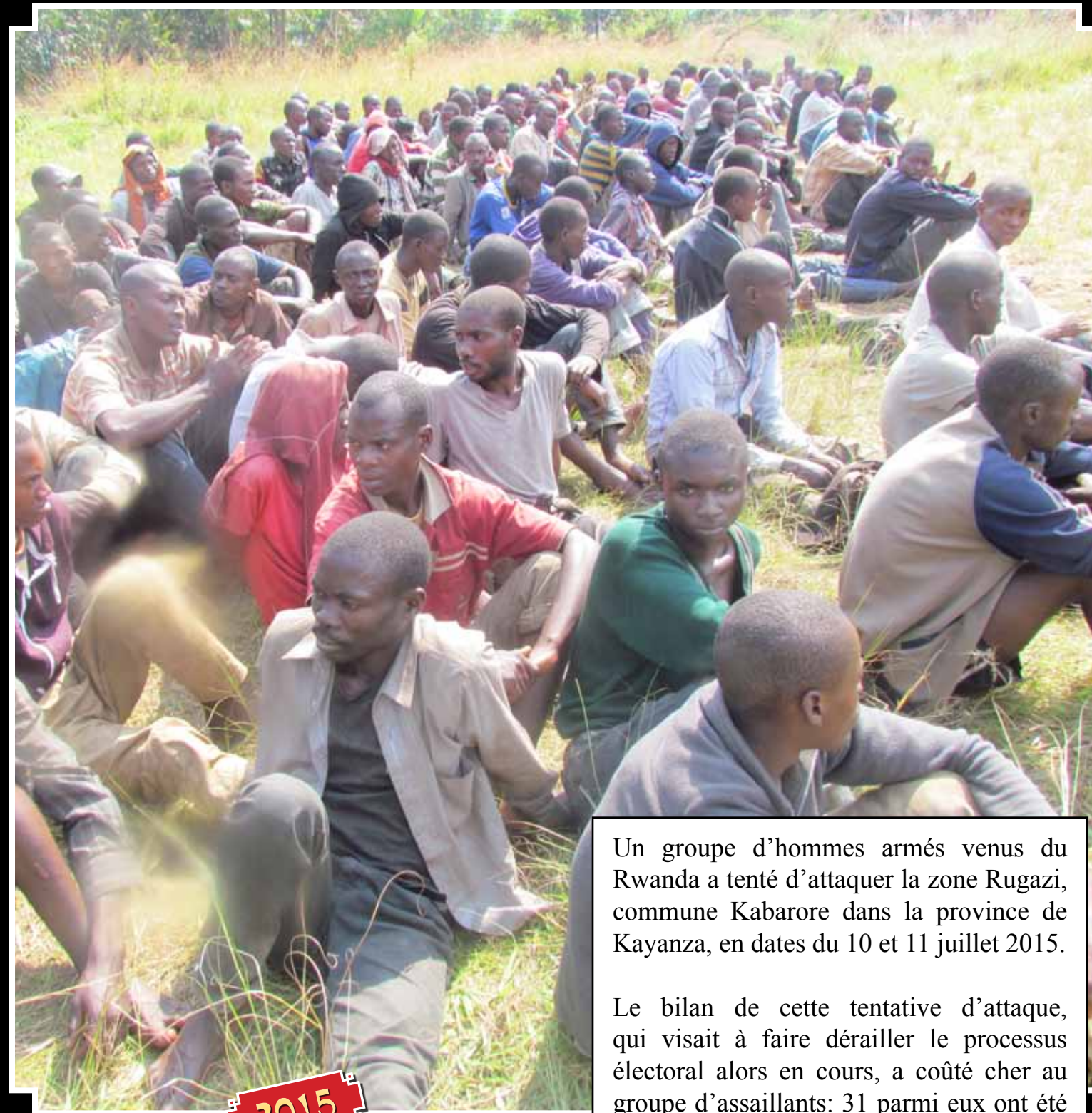
Dans la nuit du 29 au 30 décembre 2014, les communes Murwi et Bukinanyana de la province de Cibitoke (Ouest du Burundi) a subi une attaque armée en provenance du Rwanda via l'Est de la RDC.

Ce mouvement a été complètement anéanti par les forces de défense et de sécurité burundaises. D'après les documents saisis et les témoignages de ceux qui ont été capturés vifs par l'armée burundaise, le but principal de cette attaque était d'empêcher la tenue des élections en 2015 et de mener un Coup d'Etat qui était prévu au mois de mai 2015.

Parmi ces combattants on note une présence remarquable de membres du MSD et surtout, de mineurs, recrutés et formés au Rwanda, d'après les témoignages recueillis par les instances judiciaires burundaises.

2014

Attaque de Cibitoke



Un groupe d'hommes armés venus du Rwanda a tenté d'attaquer la zone Rugazi, commune Kabarore dans la province de Kayanza, en dates du 10 et 11 juillet 2015.

Le bilan de cette tentative d'attaque, qui visait à faire dérailler le processus électoral alors en cours, a coûté cher au groupe d'assaillants: 31 parmi eux ont été tués, 170 hommes se sont rendus, d'autres capturés, 78 armes saisies avec 4 groupes électrogènes, 1 mortier 60 et 2 radios Motorola.

Ceux qui ont été capturés affirment avoir été entraînés au Rwanda, avant de recevoir des armes des services de sécurité rwandais.

2015

Attaque de Kayanza

Assassinats Ciblés

Dans le sillage de l'insurrection de 2015 et de la tentative de renversement des institutions démocratiquement élues et dans l'esprit de provoquer des massacres interethnique ou un Génocide au Burundi, le Rwanda a mené ou appuyé des actes d'agression sur le territoire burundais, dont des assassinats ciblés contre certaines personnalités politiques, militaires ou de la société civile.

Au-delà du fait que les auteurs de ces crimes se précipitaient à traverser la frontière après leur forfait, les enquêtes ont révélé que ces criminels préparaient ces assassinats à partir du Rwanda, avec la complicité des autorités rwandaises.

Fourniture d'armes aux insurgés

Consécutivement à ces phases précédentes, d'importantes saisies d'armes et de munitions ont été effectuées dans certaines provinces frontalières comme Muyinga, Kirundo, Ruyigi et Makamba (plus de trois cents armes et plus de dix milles munitions).

Les enquêtes ont révélé que ces armes venaient du Rwanda et étaient destinées aux insurgés.

Parallèlement à ces saisies, la Police Nationale et la population ont mis en déroute certaines opérations de recrutement des insurgés dans certaines provinces du pays et les jeunes victimes (mineurs) ont été remis à leurs familles.



Lois internationales
violées par le
RWANDA

Le Rwanda a violé



Charte des Nations Unies de 1945

Principe N° 4

Les membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

Article 23 point 2, i ii

Dans le but de renforcer la paix, la solidarité et les relations amicales, les États parties à la présente charte s'engagent à interdire :

i) qu'une personne jouissant du droit d'asile aux termes de l'article 12 de la présente charte entreprenne une activité subversive dirigée contre son pays d'origine ou contre tout autre pays partie à la présente charte.

ii) que leurs territoires soient utilisés comme base de départ d'activités subversives ou terroristes dirigées contre le peuple de tout autre État partie à la présente charte.

Le Rwanda a violé



Article 4 alinéa 4

le fait pour un État membre d'héberger sur son territoire des groupes armés ou insurgés participants à des conflits armés ou à des actes de violence ou de subversion contre le Gouvernement d'un autre État constitue une violation de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force et du devoir de non intervention dans des questions qui relèvent de la compétence nationale dudit État.

**Pacte
sur la Sécurité,
la Stabilité
et le
Développement
dans la Région
des Grands-Lacs**

**Pacte
sur la Sécurité,
la Stabilité
et le
Développement
dans la Région
des Grands-Lacs**

Article 4 alinéa 5

le fait pour un État membre d'apporter une assistance directe ou indirecte quelle qu'elle soit, à des groupes armés participant à des conflits ou à des actes de violence et/ou cherchant à provoquer le renversement inconstitutionnel du Gouvernement d'un autre État, constitue une violation de l'interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force et du devoir de non-intervention dans des questions relevant de la compétence nationale d'un État.

Le Rwanda a violé



La Convention du 28 juillet 1951 relative au statut des Réfugiés

Le fait de recruter et entraîner militairement les réfugiés qui sont allés chercher refuge dans leur pays "constitue une violation flagrante de la Convention du 28 juillet 1951 relative aux Statuts des réfugiés"

L'Accord Cadre pour la Paix, la Sécurité et la Coopération en RDC et la Région, signé à Addis-Abeba en Ethiopie le 24 février 2013

Article 5

les pays de la Région s'engagent à:

1. Ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des États voisins ;
2. Ne pas tolérer, ni fournir une assistance ou un soutien quelconque à des Groupes armés ;
3. Respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale des États voisins ;
4. Respecter les préoccupations et intérêts légitimes des États voisins en particulier au sujet des questions de sécurité ;
5. Ne pas héberger ni fournir une protection de quelque nature que ce soit aux personnes accusées de crime de guerre, de crimes contre l'humanité ou de crime d'agression, ou aux personnes sous le régime des sanctions des Nations Unies ;
6. Faciliter l'administration de la justice grâce à la coopération judiciaire dans la Région. Il est encore plus regrettable de voir que le Rwanda a recruté des mineurs, des enfants de moins de 18 ans à des fins militaires, ce qui est une flagrante violation de la Convention relative aux droits de l'Enfant adoptée en 1989 qui fait partie des instruments juridiques internationaux de garantie et de protection des Droits de l'Homme.

Le Rwanda a violé



Le Burundi et le Rwanda sont des Etats parties au Traité portant création de la Communauté Est-africaine (EAC) depuis 2007.

Depuis l'adhésion du Burundi et du Rwanda à cette Communauté, les deux pays sont tenus, conformément aux dispositions des articles 12, 15, 18 de la Convention de Vienne sur les traités, de respecter les objectifs et les obligations de la Communauté ainsi que les dispositions de l'article 5(1)(3)(f).

Le Traité de l'EAC

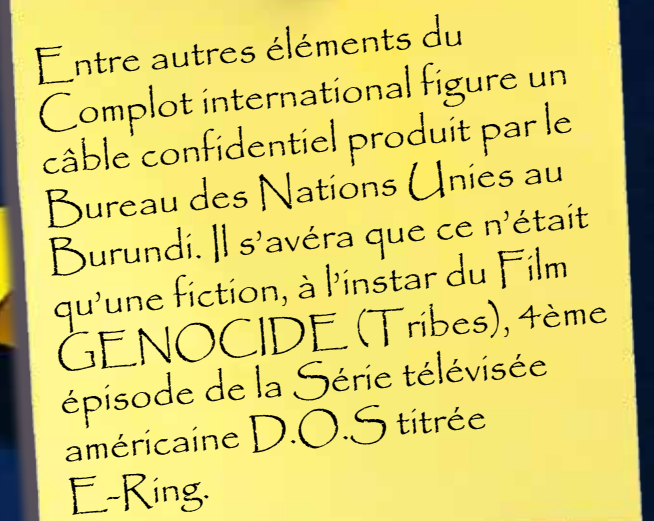
Article 5 (1)(3)(f)

5(1). Les objectifs de la communauté seront à élaborer des politiques et programmes visant à élargir et approfondir la coopération entre les États partenaires dans les domaines politiques, économiques, sociales et culturels, recherche et technologie, défense, sécurité et des affaires juridiques et judiciaires, dans leur intérêt mutuel.

5 (3) : Aux fins énoncées au paragraphe 1 du présent Article et par la suite stipulé en particulier par les dispositions du présent traité, la Communauté doit s'assurer ;

(f) qu'il y a la promotion de la paix, de la sécurité, de la stabilité et du bon voisinage.

OCCIDENTAUX



Entre autres éléments du Complot international figure un câble confidentiel produit par le Bureau des Nations Unies au Burundi. Il s'avéra que ce n'était qu'une fiction, à l'instar du Film GENOCIDE (Tribes), 4ème épisode de la Série télévisée américaine D.O.S titrée E-Ring.



Complot international

Ce n'est plus un secret de polichinelle, le Burundi a fait face à un complot international, en 2015, avec une volonté manifeste d'opérer un changement de régime, commandité sans aucun doute par l'occident. Dans une déclaration datée du 1er décembre 2016, Donald Trump, alors Président – élu aux Etats – Unis, a annoncé que son pays n'allait plus investir dans la politique de "changement de régime".

Cette déclaration du Président américain met forcément en exergue certains agissements d'acteurs occidentaux dans l'acharnement contre le Burundi, particulièrement l'administration Obama.

C'est le cas, par exemple, de l'Amb. Samantha Power, qui représentait les Etats-Unis auprès de l'ONU. Via son compte Twitter et chaque fois que l'occasion lui en était offerte dans le cadre de ses fonctions aux Nations Unies, elle ne cessait de critiquer les autorités burundaises, en usurpation nette du pouvoir qui pouvait être le sien. Tout indique qu'elle était motivée par les relations personnelles qui existent entre elle et un opposant burundais, un compagnon de longue date, M. Alexis Sinduhije, qui, au moment du Coup d'Etat manqué de mai 2015, vivait à Kigali.

En effet, l'Amb. Samatha Power et Alexis

Sinduhije que le Congolais Jean-Pierre Yuma (dit Alex Engwete) appelle "Birds of the feather flock together" sont amis depuis les années 1997, au fort moment de la crise burundaise intervenue avec l'assassinat du premier président burundais démocratiquement élu, SE Melchior Ndadaye, avec ses collaborateurs, dans un putsch sanglant du 21 octobre 1993.

On ne peut se faire d'illusion que l'Union Européenne, par le truchement de la Belgique, a joué et continue d'ailleurs de jouer un grand rôle dans la déstabilisation du Burundi, et ne le cache par ailleurs point. Dans une interview exclusive que le Ministre belge des affaires étrangères a accordée à France 24 en février 2016, M. Didier Reynders n'a pas mâché les mots, déclarant que son pays avait demandé "au Président de ne pas se représenter", ce qui est un aveu d'interférence dans les affaires intérieures d'un pays.

Ensuite, le ministre belge reconnaît que son pays a proposé que "des membres de l'opposition qui sont présents à l'étranger, que ce soit au Rwanda, en Belgique ou ailleurs puissent participer à un dialogue". Hors, la plupart de ceux qui ont échoué dans la tentative de Coup d'Etat de 2015 se retrouvent au Rwanda et en Belgique et bénéficient d'un traitement de faveur de la part de ces deux pays. Et une pression est régulièrement mise sur le Gouvernement pour qu'il accepte de violer ses propres lois et "négocie" avec ces putschistes pour "faire participer tout le monde à la gestion du pays de manière correcte".

Ainsi, la "manière correcte" prônée par l'Union Européenne n'est autre que le déni de la démocratie, en faisant participer à "la gestion du pays" ceux qui ont échoué à opérer un

“

Tout indique que Amb. Samantha Power était motivée par les relations personnelles qui existent entre elle et un opposant burundais, un compagnon de longue date, M. Alexis Sinduhije, qui, au moment du Coup d'Etat manqué de mai 2015, vivait à Kigali..

”



renversement illégal des institutions en 2015.

Cette volonté de voir quelqu'un d'autre diriger le Burundi en 2015 est allée jusqu'à devenir la condition posée par l'Union Européenne pour son appui financier aux élections de 2015. A quelques semaines du lancement de la campagne électorale, les observateurs électoraux de l'Union Européenne firent sommés de se retirer, espérant qu'à défaut de financement le Burundi suspende la tenue des scrutins et par conséquent tombe dans un vide constitutionnel. Le Burundi ayant réussi à compter sur ses propres moyens et son peuple pour organiser tout le processus électoral, l'Union Européenne a procédé à l'asphyxie financière, en suspendant son aide au développement. Toutefois, les burundais tiennent toujours bon et serrent leur ceinture, préférant vivre dans le peu qu'être la risée du monde.

S'il n'y a pas l'ombre d'un doute que la tentative de Coup d'Etat de mai 2015 et l'insurrection qui l'avait précédée ont eu, à défaut de soutien apparent, la bénédiction de l'Union Européenne puisque les auteurs de ce putsch, en cavales, ont pu pénétrer sur le sol Européen, bénéficiant d'un sous-couvert de l'administration belge, malgré que leurs titres de voyages avaient été désactivés par la République du Burundi.

A toutes ces manigances s'ajoutent les pressions à l'échelle internationale pour qu'il y ait adoption de résolutions ou de décisions toujours dans le but de contraindre le Gouvernement à lâcher prise et négocier avec les putschistes.

Didier Reynders a regretté la rapidité dans la prise des sanctions, et notamment au Burundi



L'Union Européenne se cache derrière l'Accord de Cotonou pour imposer son diktat. La réunion du 11 mai 2015, deux jours avant le Putsch, est révélatrice quant à l'implication de l'UE dans la déstabilisation du Burundi. Lors de cette réunion, l'UE avait annoncé unilatéralement le passage de l'article 8 à l'article 96 dans ses discussions avec le Burundi.

Après l'échec du Coup d'Etat du 13 mai 2015, l'UE a imposé des sanctions contre le Burundi, après avoir évacué les putschistes vers le Rwanda. Elle a intensifié également la diabolisation du Burundi à travers les médias et les ONGs occidentaux, et persécuté les burundais se trouvant dans les missions de maintien de la paix.

Rôle joué par Les MEDIAS



Casting du mensonge par les Médias

La Région des Grands-Lacs a connu des crises sanglantes qui ont été en grande partie alimentées par la diffusion et transmission de messages de la haine à travers certains organes de presse. Rwandais et Burundi ont particulièrement souffert, et souffrent toujours, de certains organes de presse d'opinion qui défendent des intérêts égoïstes de ceux qui les possèdent ou qui les financent.

Au Burundi la plupart des médias "dits indépendants" sont financés par des ONGs ou pays occidentaux, ce qui, par voie de conséquence, les

fait marcher au pas chaque fois que "le financier" donne le ton, pour tel ou tel autre dessein.

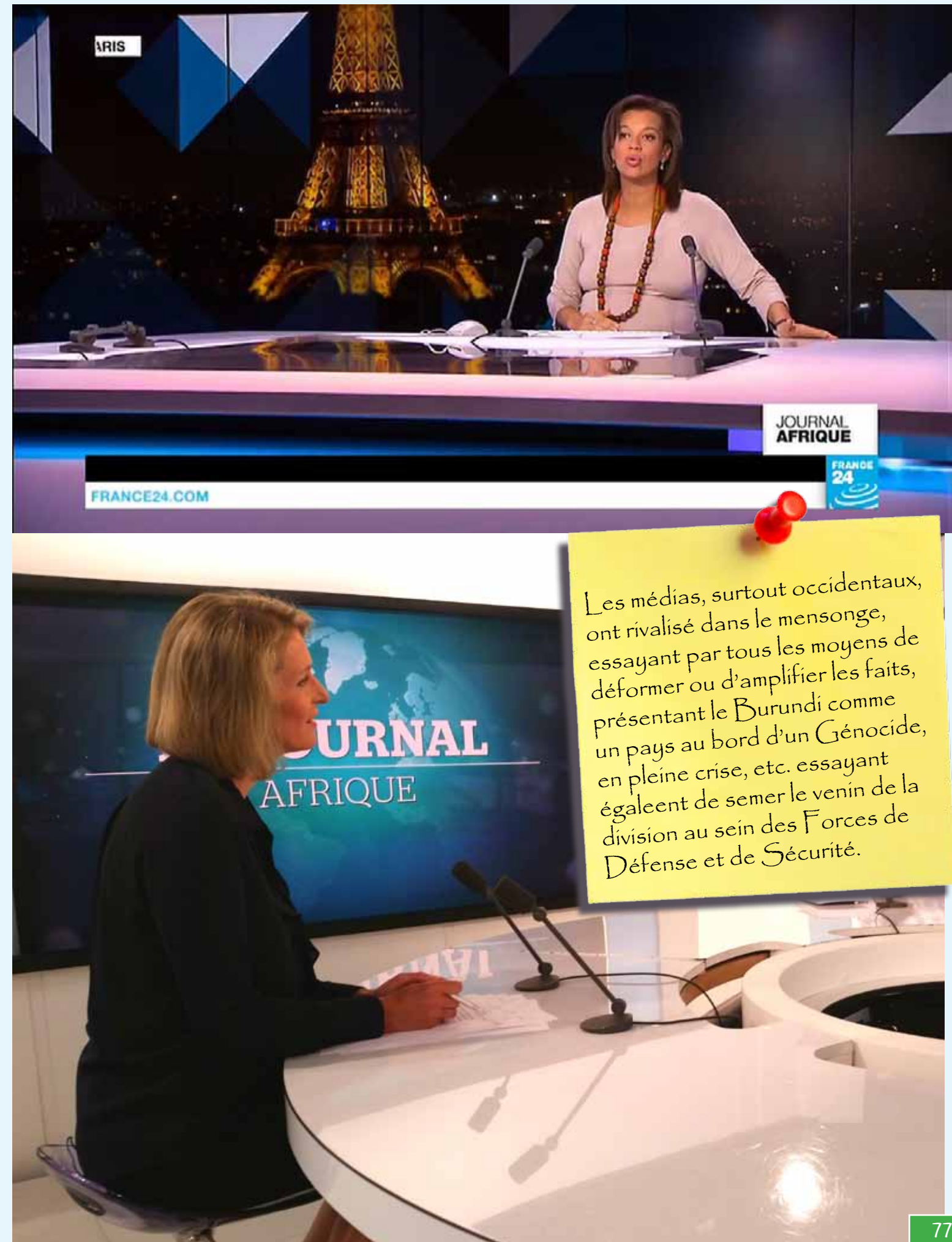
Avec "le changement de régime" comme objectif à l'horizon 2015, les orientations médiatiques ont été indexées sur une longue campagne de manipulation de l'opinion, par un casting des mensonges, certains que les journalistes commettaient eux-mêmes directement comme faux témoins et d'autres dont ils étaient les propagateurs en organisant et en sélectionnant de faux témoignages.

Ainsi donc, Sur fond de rumeurs et de fausses informations annonçant une hécatombe imminente, des faits erronés ou des prophéties rapportés par les médias sous forme de métaphore stéréotypée, la population fut prise de panique et commença à fuir vers le Rwanda, puis vers la Tanzanie et la République Démocratique du Congo, dès fin 2014, longtemps avant les élections de 2015.

En guise d'exemple, la Radio Publique Africaine (RPA) du politicien Alexis Sinduhije annonçait tambours battants que des fosses communes étaient en train d'être érigées à Kirundo (nord du Burundi) pour se préparer à

un Génocide.

A chaque fois que le Gouvernement a rappelé à l'ordre ces journalistes qui violaient la Loi, certains de ces "financiers" élevaient la voix et dénonçaient la "violation de la liberté d'expression" comme si les journalistes n'étaient pas tenus à l'obéissance à l'ordre public établi et aux lois qui régissent la République comme d'autres citoyens. Et "il n'y a aucune raison pour que le journaliste ne soit pas un bon citoyen, qui respecte les lois de son pays", comme l'a si bien dit Bernard Béguin dans son ouvrage "Journaliste, qui t'a fait roi ?".



Rôle joué par
Les ONGs





Les ONGs et leur cortège de rapports biaisés

Que les pays occidentaux agissent pour renverser des régimes et en installer d'autres, dans le but de faire passer leurs intérêts égoïstes n'est plus à démontrer. Plusieurs pays d'Afrique ou d'ailleurs ont été victimes de ces complots et c'est à leurs peuples d'en payer la lourde facture.

Néanmoins, chaque coup fatal porté contre un régime est précédé par une longue campagne de manipulation de l'opinion et de rapports d'Organisations Internationales (ONGs) visant à préparer l'opinion.

Il est d'autant plus vrai que la plupart de ces publications sortent chaque fois qu'une réunion ou sommet de prise de décision sur le Burundi est programmé, avec des recommandations allant dans le sens du but que l'occident voudrait atteindre, selon les circonstances.

Elles ont commencé, en 2014, à alerter sur une prétendue distribution d'armes à la jeunesse du Parti au pouvoir au Burundi, les Imbonerakure, ce qui bien évidemment a été trouvé inexacte et mensonger.

Ensuite, ces organisations ont orienté leur campagne de médisance sur des formations paramilitaires à l'endroit des jeunes à Kiliba – Ondes à l'Est de la RDC. Tous ces éléments n'ont jamais été étayés avec des preuves et les quelques évidences que ces organisations ont exhibées n'ont pas tardé à apparaître complètement fausses.

Pourtant, ces organisations n'ont pas lâché prise. Elles ont commencé à alerter l'opinion internationale sur un risque de Génocide au Burundi, concentrant tous leurs efforts sur cette nouvelle trouvaille. Rien n'a été ménagé, de la déformation des faits à la fabrication de preuves.



Stratégie de la
TERREUR


Semer la terreur

Pour soutenir leurs affirmations, faire valoir leurs rapports antérieurs et alertes alarmistes sur la situation au Burundi, et surtout pour sauver leur face, certains médias et ONGs ont fait très large échos des événements qui ont endeuillé le Burundi en 2015, lorsque les burundais, par le sang et les larmes écrivaient courageusement une autre page dans l'histoire de leur pays, victime d'un complot international visant à les empêcher de poursuivre leur marche démocratique.

Par l'intimidation et des actes terroristes, jets de grenades dans des lieux publics ou sur des cibles policières et civiles, enlèvement des personnes qui, certaines, étaient retrouvées assassinées, ligotés ou mutilés, propagation de rumeurs afin de faire fuir la population vers les pays limitrophes, ... autant de crimes commis et même revendiqués par des putschistes et autres malfaiteurs sans que ces ONGs ou médias internationaux daignent en tenir compte. Au contraire, ces "faiseurs d'opinion" ont tout fait pour attribuer ces crimes odieux aux forces de défense et de sécurité du Burundi et à la jeunesse du Parti Cndd-Fdd, les Imbonerakure.

Pour qu'il y ait prise de décisions contre le Burundi, dans les instances internationales, comme l'envoi de troupes étrangères, il fallait absolument qu'il y ait situation d'insécurité et de peur généralisées. Cela ne pouvait passer que par une "stratégie de la terreur" mise en œuvre et entretenue par ceux-là mêmes qui ont voulu un changement de régime au Burundi.





La vérité ne serait peut-être jamais venue à la surface si, après plusieurs mois de perpétration d'actes de terrorisme des jeunes arrêtés ou ceux qui se sont rendus n'avaient pas décidé d'avouer, de leur propre gré, leur parcours et agenda macabre. Ils ont révélé comment ils ont été recrutés, formés, l'identité de leurs formateurs et surtout le but à atteindre: "attirer l'attention de la communauté internationale".

En effet, pour qu'il y ait prise de décisions contre le Burundi dans les instances internationales, comme l'envoi de troupes étrangères, il fallait absolument qu'il y ait situation d'insécurité dans le pays, de peur généralisée et de déplacement des populations. C'est ainsi que des jeunes ont été recrutés et formés au Rwanda. Certains d'entre eux reconnaissent avoir commencé à opérer longtemps avant les élections, en perpétrant des assassinats et crimes abominables comme l'ignoble et sauvage meurtre des trois sœurs catholiques âgées de nationalité italienne, à Kamenge, en septembre 2014.

Fabrication de Machines à tuer

Kwizera Clovis

J'étais dans le mouvement RED-TABARA dirigé par Alexis Sinduhije. J'ai été recruté à partir du Rwanda où j'étais réfugié dans le camp de Mahama. Nous avons été entraînés par des militaires Rwandais. Nous avons tué des gens et nous jetions les cadavres dans la rue, c'est le gouvernement qui se chargeait de les enterrer. J'ai personnellement participé dans l'attaque au cours de laquelle nous avons assassiné un commissaire à Bwiza ? Nous avons tué 3 personnes. Il y a des personnes que nous enlevions pendant la journée, nous attendions la nuit pour les tuer et jeter les cadavres dans la rue.

Sindayigaya Ismaël

J'ai fui le Burundi au mois de mai. Arrivés au Rwanda à un endroit appelé Kamabuye nous avons été interceptés et on nous a mis dans un camion puis nous avons rejoint les autres réfugiés à un endroit appelé Murenge. On nous a rassemblés et on nous a amenés dans un camp de réfugiés appelé Kirehe. Une fois arrivés on a trillé des jeunes gens et des hommes qui sont en forme physiquement qui ont été amenés à un endroit appelé Ntashyo pour subir une formation militaire. Il y avait des anciens militaires Burundais, des agents de transmission de Niyombare et les militaires Rwandais.

Ningabire Epitace

J'ai été envoyé à Kigali pour suivre une formation, là j'ai croisé d'autres qui venaient du camp. C'était des militaires démobilisés. Au Congo nous étions 203 combattants, lors de l'attaque de Cibitoke, nous avons quitté le Congo le 27 Décembre 2014. On avait envoyé un groupe de 150 personnes plus 6 qui se sont ajoutées après. Je ne faisais pas partie de l'équipe qui est venue attaquer à ce moment là. Mon chef m'a dit que je devais rester avec lui. Il s'appelait David et je suis resté avec lui au Congo, je ne suis pas venu avec les attaquants. Les premières opérations c'était à Mutakura avec le jet des grenades dans la rue, on a commencé à tirer sur les policiers lors des premières élections.

Niyonzima Bienvenue

J'ai été arrêté à Jabe et j'ai accepté de collaborer. J'étais un combattant de Sinduhije. J'ai commencé au mois de juillet. J'étais au Rwanda. Nous avons traversé Cohoha et nous sommes entrés dans Kirundo, nous avons continué jusqu'à Bujumbura. J'opérais comme éclaireur. Nous avons lancé des grenades devant le Novotel ce lundi, après nous sommes retournés à Jabe. Nous étions à 4 mais les autres sont morts suite à une dispute à cause de l'argent après la vente d'un vélo. J'ai assisté à des attaques, il y a eu 3 morts. Nous les avons enterrés au bord de la rivière Ntakangwa. Certains de nos camarades qui mourraient on les laissait sur place.

BURUNDI

ECHEC D'UN

GENOCIDE

IMAGINAIRE



PROPA GANDE!

Photo: Affiche Musée d'Aquitaine

Les 5 principes de la propagande de guerre

Comme l'a toujours dit et répété l'Essayiste Michel Collon qui suit depuis plus de 20 ans les guerres, la propagande des guerres et la désinformation, "dans chaque guerre il y a les principes de la propagande de guerre".

Selon lui, les occidentaux ne diront jamais qu'ils déstabilisent un pays pour le Gaz, pour le Pétrole ou pour les richesses minières. Plutôt ils manipulent l'opinion publique, "premièrement en cachant les intérêts" et prend pour exemple la Syrie dans le viseur de l'occident car il a le Gaz, le Pétrole et des projets énormes en dessous de ma méditerranée, évoque également le cas de la Libye complètement en

lambeaux à cause des mêmes intérêts.

"Le deuxième grand principe de la propagande de guerre est de cacher l'histoire", dit-il, de participer à diviser des peuples sur des bases religieuses pour me cas de la Syrie [sur des bases ethniques (pour le cas du Burundi)] et cela se prépare des années à l'avance, ajoute-t-il.

"Le troisième grand principe de la propagande de guerre quand on a décidé d'attaquer il faut absolument diaboliser l'adversaire". Ce qui se passe bien entendu sur le cas du Burundi quand on voit que tous les médias et ONGs occidentaux sont déchainés pour présenter le Burundi, ses forces de défense et de sécurité ainsi que la jeunesse du Parti Cndd-Fdd, les Imbonerakure, comme des criminels, des génocidaires, en

train de décimer une partie de la population burundaise.

"Le quatrième grand principe de la propagande de guerre c'est qu'il faut toujours se présenter comme défendant les victimes", confie Michel Collon, qui va plus loin en disant qu'aussi longtemps que l'occident veut atteindre ses intérêts, son but n'est pas de "protéger les victimes, au contraire on veut qu'il y en ait plus pour avoir un prétexte d'intervenir."

Ainsi des milliers de burundais se voient-il dans une situation humanitaire désastreuse, poussés à fuir leur pays sur fond de rumeurs et empêchés à rentrer, malgré leur volonté, pour servir des intérêts égoïstes des occidentaux qui ambitionnent le Nickel et d'autres richesses du Burundi.

Enfin, Michel Collon livre le dernier principe de la propagande de guerre, qui consiste à "monopoliser le débat et empêcher les opinions adverses". Il indexe les médias français et leur "alignement sur cette propagande" ce qui est exactement le malheur que connaît le Burundi, vilipendé et diabolisé chaque jour par les médias occidentaux pour que l'opinion publique retienne que le pays est en déconfiture totale, le contraire de ce que vit le Burundi.

“
**Le troisième grand principe
de la propagande de guerre
quand on a décidé d'attaquer
il faut absolument diaboliser
l'adversaire.**

”
- Michel Collon



mensonges & manipulation

Le 30 décembre 2013 une correspondance est adressée à M. Ban Ki-Moon, le Secrétaire Général des Nations Unies, par le Président de la Coalition Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri), avec comme objet: Situation socio-politique et sécuritaire très grave au Burundi.

Dans cette lettre, M. Léonce Ngendakumana, le président de la coalition, demande entre autres au Secrétaire Général de l'ONU "le positionnement d'une force de sécurité ou de maintien de la Paix au Burundi en vue de prévenir toutes les formes de violences politiques".

Cela était d'autant plus étonnant qu'un burundais,

soit-il de l'opposition, aille jusqu'à demander le positionnement d'une force de maintien de la paix au Burundi au moment où plusieurs contingents burundais participent à des missions de maintien ou d'imposition de la paix dans le monde.

Élément bizarre et surprenant: cette correspondance n'est pas médiatisée, alors qu'elle contenait des éléments nouveaux qui pourraient nourrir pendant plusieurs jours l'actualité burundaise, les journalistes burundais étant d'habitude friands de scoops du même acabit.

Le 6 février 2014, une autre correspondance signée par M. Léonce Ngendakumana est envoyée au Secrétaire Général de l'ONU avec cette fois-ci comme objet: "Prévention d'une catastrophe humanitaire en perspective au Burundi".

Et à travers cette correspondance et pour la première fois depuis plusieurs années est évoqué un risque de "Génocide politico-ethnique au Burundi". Le signataire compare la situation du Burundi à celle d'avant le génocide rwandais. La Radio Rema FM est assimilée à la Radio mille collines du Rwanda et la Ligue de la jeunesse du Parti au pouvoir (Imbonerakure) est comparée aux Interahamwe du Rwanda. Il va jusqu'à accuser le gouvernement "d'exploitation de la corde ethnique à des fins propagandistes".

Le 26 février le Bureau des Nations Unies au Burundi envoie un Câble confidentiel, CDN-022 et parle d'allégations de distribution d'armes aux Imbonerakure. Ce câble restera CONFIDENTIEL au moment où un autre Câble CDN-037, lui, daté du 3 avril 2014 ne le restera pas.

“
Le Gouvernement du Burundi demande à l'autorité parmi les diplomates qui a diffusé une rumeur de mauvais goût qui est parvenue au siège des Nations Unies d'en donner les preuves.
 ”

- SE Prosper Bazombanza, 2014

Le 8 mars un parti politique d'opposition, le Mouvement pour la Solidarité et le Développement (MSD) de Alexis Sinduhije organise une insurrection à Bujumbura. Les jeunes de ce parti vont jusqu'à séquestrer et désarmer les policiers qui encadraient cette manifestation, ce qui leur vaudra des poursuites judiciaires. Actuellement le Président de ce parti est en cavale.

Le 26 mars, sur demande des Etats-Unis (de Samantha Power probablement, à l'époque Ambassadrice des Etats-Unis aux Nations Unies), il se tient une réunion du Conseil de Sécurité aux fins d'être briefé sur le Burundi par Tayé-Brook Zerihoun, de nationalité Ethiopienne et Sous-Secrétaire Général de l'ONU aux affaires politiques.

Le 3 avril, comme dit ci-haut, le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) envoie au Conseil de Sécurité un câble confidentiel sous le numéro CDN-037. Le contenu du câble inquiète le gouvernement burundais car il fait allusion à une probable distribution d'armes à feu AK-47 dans le pays, en faveur des jeunes Imbonerakure.

Le 6 avril 2014, date anniversaire de la commémoration du Génocide Rwandais, le journal Britannique "The Guardian" publie un article sous la plume du journaliste Daniel Howden et accuse au vrais sens du terme le Président burundais de "distribuer des machettes, armes et uniformes à 100.000 jeunes imbonerakure". Le journaliste n'utilise même pas le conditionnel mais affirme ces allégations sans en étaler les preuves.

Après la publication de cet article, le Conseil de Sécurité convoque une réunion d'urgence le 8 avril. M. Jeffrey Feltman, le Sous-secrétaire Général de l'ONU aux affaires politiques fait un briefing aux membres du Conseil de Sécurité et leur parle de la "situation inquiétante des libertés au Burundi".

Parallèlement à la visite de l'Amb. Samantha Power qui, après la participation à la commémoration du Génocide rwandais est passée par le Burundi pour "s'entretenir avec les autorités à propos des inquiétudes en rapport avec un Génocide qui serait en préparation", M. Adama Dieng, le Conseiller spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la prévention du Génocide atterrit à Bujumbura pour une visite de trois jours.

Sachant que M. Adama Dieng est chargé "d'informer sur les causes et les mécanismes du génocide, d'alerter les intervenants lorsqu'il y a risque de faire prendre les mesures qui s'imposent", tous les médias locaux et étrangers s'interrogent si réellement les bruits qui courent ne sont finalement pas fondés.

La réponse que M. Adama Dieng donne à la presse à la sortie de l'audience avec le Président de la République du Burundi fût une grande surprise pour l'opinion. D'une façon la plus explicite qui soit, M. Dieng déclara qu'au Burundi aucun signe ne montrait qu'une telle tragédie soit en vue et reconnaissait, par contre, que le Burundi enregistrait des avancées significatives dans la consolidation de la paix.

Répondant le 2 mai 2014 aux questions du journaliste Matthew Russel de Inner City Press, M. Adama Dieng soulignera que son voyage à Bujumbura n'avait aucun lien avec le câble confidentiel du BNUB mais que sa mission au Burundi était programmée longtemps à l'avance.



Adama Dieng, Conseiller Spécial - ONU

Le 11 avril, trois ministres du gouvernement burundais (Sécurité, Intérieur et Défense) tiennent une conférence de presse et rejettent le contenu du Câble confidentiel du BNUB. Par la même occasion, ils rejettent toute idée d'enquête internationale à ce sujet car pour le Gouvernement burundais, c'est tout simplement "un montage

sans nom".

En effet, le Gouvernement du Burundi a lancé une vaste campagne de désarmement de la population civile depuis 2009 qui a permis de retirer près de 100.000 armes, remises volontairement par la population.

Le Président Pierre Nkurunziza a fait de la sécurité son cheval de bataille, et est conscient que la libre circulation d'armes dans le pays constitue une menace réelle pour la paix. Il a promulgué la Loi n°1/14 du 28 août 2009 portant Régime des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC).

En 2014, l'heure était donc au désarmement et

non à l'armement de la population. Ce qui était connu par l'ONU à travers son bureau au Burundi, le BNUB.

D'aucuns se sont alors interrogés si le câble confidentiel n'avait d'autre but que de militer pour la prorogation du mandat du BNUB qui prenait fin le 31 décembre 2014 pour être remplacé par une Equipe de pays des Nations Unies. Ils étaient loin de s'imaginer que ce n'était qu'une infime partie d'une vaste campagne de propagande et mensonges en vue d'opérer, en 2015, un changement de régime au Burundi.

Des descentes sur terrain des membres du gouvernement et des députés et sénateurs aboutiront à la conclusion que la population vivait paisiblement et ne savait rien sur ces "armes en distribution" dont parlait le câble onusien.

Le Gouvernement du Burundi resta convaincu que c'est à celui qui accuse d'apporter des éléments de preuve. Car, en effet, toutes les mesures ont été prises pour le maintien de l'ordre et de la sécurité dans le pays.

Chaque semaine, le Président de la République effectue une descente dans une province donnée. Il y réunit les natifs, administratifs et acteurs socio-économiques ou politiques de cette province. Et les discussions, en toute franchise, tournent autour des questions ayant trait au développement de la province sans oublier les échanges sur l'état sécuritaire de la province.

Chaque mois, le Chef de l'Etat rencontre tous les gouverneurs des 18 provinces du Burundi. De ces réunions ressort la santé de chaque province dans tous les secteurs, y compris la sécurité. Tous les 45 jours le Chef de l'Etat s'entretient avec le Haut Commandement de la Police, de l'Armée, du Service National de Renseignement et de la

Justice pour évaluer, ensemble, l'état de la sécurité dans le pays.

Jusqu'à la rédaction de ce câble confidentiel du BNUB et jusqu'à ce jour, tous les rapports font état de démantèlement de plusieurs groupuscules de bandits armés et les armes qui sont progressivement récupérées par les forces de sécurité.

En réponse donc à ce câble que le gouvernement a qualifié, le 15 avril 2014, dans un communiqué rendu public, d'"accusation aussi grave tant de par sa teneur que de ses conséquences possibles pour le Burundi et ses citoyens", le Gouvernement du Burundi a pris la décision de congédier le Conseiller Sécurité du BNUB, M. Paul Debbie, le 17 avril 2014.

Le 15 avril, lors d'une rencontre avec le corps diplomatique et consulaire accrédité à Bujumbura, le Premier Vice-Président de la République, M. Prosper Bazombanza, s'exprimait avec des mots les plus durs, déclarant que "le Gouvernement du Burundi" demande "à l'autorité" parmi les diplomates qui "a diffusé une rumeur de mauvais goût qui est parvenue au siège des Nations Unies" d'en "donner les preuves, pour lui permettre de

“

M. Parfait Onanga Anyanga ne confirme pas les livraisons d'armes aux imbonerakure, lors d'une conférence de presse, la première depuis la fuite d'un télégramme diplomatique onusien dans la presse.

”

- Sonia Rolley, RFI

sévir contre les auteurs, brebis égarées s'il y en a, ou à défaut de se rétracter officiellement et d'en informer l'opinion internationale abusée”.

Comme si cela ne suffisait donc pas, les médias privés burundais, surtout ceux qui participaient activement à cette propagande, sont entrés dans la danse, diffusant des informations allant dans le sens de confirmer qu'il y aurait "un génocide" en préparation.

Ne trouvant rien c'est ainsi que de fausses informations faisant

état de la préparation de fosses communes à Kirundo (nord du Burundi à la frontière avec le Rwanda) pour y enterrer des Tutsis ont commencé à être diffusées, poussant des milliers de burundais, pris de peur, à fuir vers le Rwanda. Cette information fût démentie par le Président du Conseil National de la Communication qui se rendit sur terrain, ainsi que par la population de Kirundo.

D'autres fausses informations ont été fabriquées et diffusées, puis démenties par la population, l'administration

locale et des organisations de la société civile qui n'étaient pas impliquées dans cette campagne de mensonges.

Et ainsi de suite, ce jeu de ping-pong se poursuivra jusqu'à ce que l'épicentre du soi-disant génocide en préparation se déplace de province en province sans que des preuves soient fournies, et jusqu'à ce qu'il se déplace vers l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) dans la localité de Kiliba - Ondes. Des mensonges firent état d'entraînements paramilitaires



M. Parfait Onanga Anyanga

de jeunes Imbonerakure, une information jugée fautive et démentie par la Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC, MONUSCO comme cela ressort du Rapport du Secrétaire général de l'ONU sur le Burundi du 31 juillet 2014 (S/2014/550).

En effet, au départ, le câble du BNUB situait le foyer des tensions (cette distribution d'armes) au sud du Burundi, à Bururi. Cette province du Burundi est réputée avoir été le coup d'envoi du génocide hutu de 1972. Faire allusion à cette province n'était sûrement pas un hasard.

Egalement, le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi, M. Parfait Onanga Anyanga "ne confirma pas les livraisons d'armes aux imbonerakure", lors d'une "conférence de presse, la première depuis la fuite d'un télégramme diplomatique onusien dans la presse." selon la Radio France Internationale, le 17 mai 2014.

Toutes les tentatives de déstabilisation du Burundi par ces informations non fondées n'ayant pas abouti, certains éléments de la société civile entrèrent eux aussi dans la danse. Une particularité au Burundi, la société civile n'est pas totalement exempte d'idéologie partisane, sectaire, divisionniste et politique de la part de certains activistes.

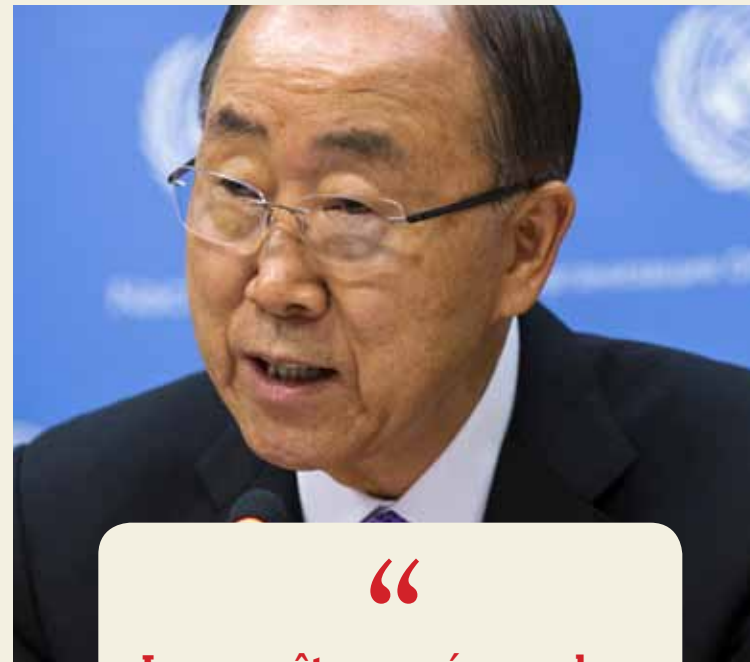
Ainsi, un certain Pierre-Claver Mbonimpa, président de l'Aprodh déclarera à la presse avoir des éléments de preuve. Le peuple burundais ne réclamait que cela. La justice avait donc le devoir et l'obligation d'interpeller cette personne qui affirmait avoir, enfin, des preuves d'armement de jeunes Imbonerakure et d'entraînement paramilitaires en RDC.

Malheureusement, ce qui était attendu comme preuve se révéla être une mascarade, une mise en scène trompeuse. Il exhiba, jusqu'à la télévision, une série de photos, dont une photo de cadavres qui circulait déjà sur internet depuis plusieurs années, en provenance d'un site web qui parlait du

génocide rwandais.

Et à M. Mbonimpa de déclarer que les personnes sur cette image choquante "étaient des jeunes burundais tombés sur le champ de bataille au Congo". Il ira jusqu'à confier qu'il avait pu identifier ces individus, leurs parents ainsi que leurs collines d'origine. En plus, il donna la liste de noms de personnes qui seraient mortes. Et comme par miracle, ces personnes vivantes le désavouèrent publiquement.

Cette propagande fut largement appuyée par des ONGs internationales, les médias internationaux et plusieurs Hauts Cadres opérant dans les instances Onusiennes, de l'Union Africaine, de l'Union Européenne et d'autres. Même après avoir échoué à renverser les institutions démocratiquement élues, ils ne désarment pas et manipulent autant qu'ils peuvent les instances de prise de décision et la Cour Pénale Internationale pour déstabiliser le Burundi.



“
Les enquêtes menées par la MONUSCO n'ont révélé aucun indice de la présence des Imbonerakure en RDC.
”

- Ban Ki-Moon, 2014

Trafic d'images horribles



A défaut de trouver des éléments de preuve qui corroboreraient leurs persistantes accusations contre le Burundi, ses institutions et la jeunesse du Parti au pouvoir, les Imbonerakure, un avocat belge, Bernard Maingain, connu pour ses positions extrêmes contre le pouvoir de Bujumbura, a fait diffuser le 13 janvier 2016 sur une chaîne française, France 3, une Vidéo des atrocités sans nom, véhiculant d'horribles images des terroristes Boko-Haram en train de décapiter des gens avant de jeter des corps sans vie dans des fosses. Le commentateur alla jusqu'à préciser la date de tournage des images, le 11 janvier 2016, et le lieu. Il indexa la province Karusi, au Burundi. Cette vidéo provoqua l'indignation générale et la supercherie fut ne tarda pas à être découverte et dénoncée. D'autres medias comme France 24 mirent en exergue ce montage, ce qui obligea France 3 à s'excuser et à supprimer cette vidéo. Ce cas est le plus flagrant et le plus en vue mais ils sont légions les montages faits contre le Burundi pour alimenter une propagande occidentale qui vise à manipuler l'opinion.

REFUGIES BURUNDAIS





Réfugiés devenus Fond de Commerce

D'une résilience extraordinaire, les Burundais poursuivent la construction de leur pays dans la quiétude mais ne peuvent plus laisser passer sous silence les pratiques honteuses de certaines organisations qui se déshonorent et déshonorent l'humanité, en faisant des réfugiés un fond de commerce, étant l'objet d'une inhumaine instrumentalisation politique.

Sur fond de rumeurs et intimidations, véhiculées par Médias et ONGs à la solde de ceux qui tirent profit de situations désastreuses, des milliers de burundais commencèrent à se déplacer vers le Rwanda d'abord, puis vers la Tanzanie et la République Démocratique du Congo. Dire que c'était une fuite serait même exagéré car de longues files d'attente se faisaient remarquer à la Police de l'Air, des Frontières et de l'Emigration (PAFE), pour demander des titres de voyage, Passeports pour ceux qui en avaient les moyens ou Laissez-Passer pour d'autres. Les gens parlaient

donc, traversant la frontière ou prenant l'avion, de la façon la plus normale de circulation des personnes.

Au delà de la frontière entre le Burundi et le Rwanda, un phénomène de type nouveau fut remarqué. Des camions du Haut Commissariat pour les Réfugiés (HCR) étaient stationnés, renforcés par des Bus et Minibus mis à la disposition par le Gouvernement rwandais, pour transporter les éventuels demandeurs d'asile vers le Camp de Mahama, "à travers une campagne de recrutement de réfugiés volontaires".

Le Rwanda et le HCR participaient activement donc à dépeupler le Burundi, longtemps avant avril 2015, début officiel du mouvement insurrectionnel, selon certains, même si tout indique que la préparation et l'organisation de ce mouvement commença plusieurs années auparavant. "Ce recrutement" a été parallèlement

mené avec une campagne de diabolisation de la ligue des jeunes du Cndd-Fdd, les Imbonerakure et l'agitation d'un spectre de génocide pour mieux convaincre les gens à fuir.

Alerté par ces départs massifs sans motifs apparents, le Président Pierre Nkurunziza se rendit en personne à Kirundo, la province qui était la plus touchée par ces départs massifs, pour s'enquérir de la situation. Les témoignages recueillis sur place étaient choquants: des "recruteurs de réfugiés volontaires" faisaient du porte à porte pour convaincre les burundais à fuir, en leur vendant le rêve d'une vie meilleure et des emplois. Et après Kirundi la machine fut lancée dans toutes les provinces frontalières avec le Rwanda. Le mouvement se poursuivit ainsi, sur fond d'une campagne soutenue de mensonges, et les burundais continuaient à croire en une vie meilleure loin de leur pays. Ils ne savaient pas qu'ils devenaient ainsi un fond de commerce et surtout qu'ils seront pris en otage et empêchés, par tous les moyens, de regagner leur terre natale.

Il faut le dire, au delà des opportunités financières que représente la gestion des réfugiés pour le HCR, qui est d'ailleurs reconnu comme un débouché professionnel envié, il faut surtout dénoncer une instrumentalisation politique de son autorité, aux

prises à des luttes d'influences et à ses réseaux d'amitiés politiques ou proximités personnelles.

Financé par des donateurs qui sont souvent des États et gouvernements, le HCR souffre d'une dépendance financière et donc idéologique et politique. La gestion des réfugiés burundais en est aujourd'hui la parfaite illustration: des réfugiés payés, la complicité, sinon la complaisance, quant à l'enrôlement militaire des jeunes réfugiés pourtant décrié par d'autres organes de l'ONU et des ONGs, des chiffres inexacts pour démontrer "une aggravation de la situation humanitaire" et pour influencer les prises de décision et demander encore plus de fonds, Etc.

Le HCR, qui était si prompt à embarquer "des réfugiés recrutés", s'est montré réticent aux projets des retours volontaires au Burundi des réfugiés, se chargeant de les convaincre de rester. Ceux qui arrivaient à s'extraire de ces camps de réfugiés ont raconté leur calvaire pour sortir des camps, notamment ceux qui refusaient d'être enrôlés dans les mouvements rebelles entretenus par le Gouvernement du Rwanda, pour agresser le Burundi. A ce jour, aucune condamnation ou résolution n'est sortie de l'Organisation des Nations Unies, encore moins de l'Union Africaine. Pourtant, le Burundi a porté plainte, auprès de l'ONU, de la Conférence Internationale sur la Région des Grands-Lacs (CIRGL) et même dernièrement à la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC).

En 2016 et 2017, alors que les provinces du Burundi enregistraient des retours massifs des réfugiés burundais, le HCR revoyait ses chiffres à la hausse pour mieux faire véhiculer son message, que "la crise s'enlisait au Burundi". Au contraire, tous les signaux sont au vert tant au niveau sécuritaire (comme le reconnaît le Conseil de sécurité des Nations unies) qu'au niveau économique (indices de la Banque mondiale).



Le temps aura été le meilleur allié du peuple et du gouvernement burundais, et la vérité a fini par émerger. Le Président Pierre Nkurunziza multiplie les appels au retour au pays à l'intention de tous les réfugiés.

Lors de sa récente visite d'Etat en Tanzanie, le Président Pierre Nkurunziza a exhorté les réfugiés burundais à regagner leur patrie, rejoint par son homologue tanzanien Dr John Magufuli, qui n'a pas mâché ses mots pour parler de la gestion des réfugiés burundais par le HCR: "Qu'il y ait beaucoup plus de réfugiés, cela fait les bonnes affaires de certains. Rien n'est fait pour encourager les réfugiés à rentrer, au contraire. Même ceux qui veulent rentrer volontairement chez eux en sont empêchés. Ça doit cesser"

Sur injonction du ministre tanzanien de l'Intérieur, des milliers de burundais qui se sont enregistrés pour un retour volontaire au pays sont actuellement en train d'être rapatriés et sont bien accueillis par leurs frères et sœurs restés au pays, même si le HCR semble ne pas se presser à le faire. On peut deviner pourquoi. En attendant, des milliers de réfugiés burundais, retenus par le HCR contre leur volonté, continuent de manifester dans les rues pour exiger leur rapatriement au Burundi, d'autres font un sit-in devant les bureaux du HCR en Tanzanie.

Photo: UNHCR Archives

BURUNDI

1962



2005



Le silence de
L'ONU



Photo: un.org

Où était L'ONU?

L'Organisation des Nations Unies a été fondée à la fin de la Seconde Guerre Mondiale et a comme but d'assurer la paix et la sécurité dans le monde, faciliter les échanges entre pays et œuvre pour le progrès et le respect des droits de l'homme. Le Burundi est membre de l'ONU depuis son indépendance et s'acquitte de ses devoirs envers l'organisation.

Frappé par plusieurs crises cycliques et violentes, le Burundi a passé plusieurs décennies dans l'obscurité et la désolation, au vu et au su de l'ONU qui a failli à sa mission de garant de la paix mondiale. Des centaines de milliers de burundais ont ainsi péri, massacrés par les régimes

dictatoriaux qui se sont succédés à la tête du pays depuis l'indépendance, tandis que d'autres centaines de milliers ont pris le chemin de l'exil. Dans un passé très récent, le Burundi a été agressé par d'autres Etats-Membres de l'ONU sans que cette dernière daigne lever son petit doigt.

Au contraire, le Gouvernement issu de la volonté populaire a vu ses droits bafoués, malmené pour qu'il accepte d'enfreindre la Loi au profit d'un dialogue avec de malheureux individus putschistes utilisés par ceux qui détiennent plus d'influence au sein de l'Organisation des Nations Unies.

C'est dans un contexte très tendu, de conflits

cycliques, d'incertitude et de soubresauts socio-politiques que le Cndd-Fdd arrive au pouvoir, fin 2005, avec à la tête le Président Pierre Nkurunziza comme Chef de l'Etat et du Gouvernement et moult défis à surmonter.

Ces périodes sombres de notre histoire ont certainement laissé des fissures dans l'économie et le tissu social burundais et le peuple doit faire face aux séquelles de son passé qu'il doit assumer.

Certes, tout n'est pas rose mais on ne peut pas demander à un pays post-conflit d'être parfait en tout. La volonté du Gouvernement est de faire cheminer le pays vers un Etat de droit le plus respectueux des droits de l'homme.

Toutefois, le Burundi d'aujourd'hui est de loin différent du Burundi d'avant 2005. La brève présentation chronologique des événements montre bien que le Burundi n'a jamais connu la paix et la sérénité comme aujourd'hui. Il est tout à fait normal que des centaines de milliers de burundais regagnent leur bercail car, enfin, le pays peut se targuer d'être stable, sous la direction d'un Président qui prêche par l'exemple en élaguant les clivages ethniques. Les Hutu et les Tutsi peuvent enterrer définitivement la hache de guerre même si une poignée d'individus ne désarment pas à l'idée de faire reculer le processus de la paix.



Réfugiés burundais

Résolutions

du Conseil de Sécurité sur le Burundi

1962 n°173	1995 n°1012	1996 n°1072 n°1040	2000 n°1286	2001 n°1375
2004 n°1545 n°1577	2005 n°1602 n°1606 n°1641 n°1650	2006 n°1692 n°1719	2007 n°1791	2008 n°1858
2009 n°1902	2010 n°1959	2011 n°2027	2013 n°2090	2014 n°2137
2015 n°2248	2016 n°2279 n°2303			

De ce relevé de résolutions, il apparaît qu'entre 1962 et 1995 il n'y a eu qu'une et une seule résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies sur le Burundi. Pourtant c'est la période durant laquelle le Burundi fut sérieusement frappé par des atrocités sans nom. Qui pourrait oublier l'opération de ratissage qui élimina des élus vainqueurs aux élections législatives de mai 1965 ? Qu'a fait l'ONU quand une vingtaine de jeunes militaires rentrés d'une formation en Belgique furent arrêtés et exécutés par le pouvoir ? Quelle résolution l'ONU a-t-elle adoptée quand le Burundi se vida de plus de 300.000 personnes sauvagement assassinées lors du Génocide de 1972 ? L'ONU s'est donc murée dans un silence complice pendant trente ans, pendant que le Burundi continuait à s'enfoncer, de plus en plus dans l'horreur et la désolation, perdant des citoyens, électeurs et élus, y compris des Chefs d'Etat, de Gouvernement et de chambres du Parlement.



1965

En mai 1965, les Hutu remportent largement les élections législatives et communales. Le Roi Mwambutsa rejette ces résultats et refuse alors d'investir le Parlement. Cela créa des frustrations au sein des Hutu qui, le 19 octobre 1965 tentèrent et échouèrent un Coup d'Etat. L'armée dirigée par le Capitaine Micombero mena, en représailles, une opération de ratissage et de répression et presque tous les élus du peuple de l'ethnie Hutu furent tués.

Voyant cela, les paysans Hutu s'attaquèrent à leurs voisins Tutsi et en tuèrent quelques centaines avant l'intervention de l'armée, à travers tout le pays, pour éliminer les paysans Hutu, une répression sanglante qui, selon des sources concordantes, ensevelira plus de dix mille personnes. Le Roi Mwambutsa prit le large et se réfugia en Europe. Il ne reviendra plus jamais au Burundi.

Pas de résolution de l'ONU

1969

En septembre 1969, une vingtaine de jeunes militaires rentrés d'une formation en Belgique à l'école Royale Militaire furent arrêtés et exécutés, accusés de fomenter un Coup d'Etat contre le Capitaine Michel Micombero, dans le silence complice de la communauté internationale.

Pas de résolution de l'ONU



1972

En avril 1972, le régime du Capitaine Micombero élimina systématiquement l'élite Hutu, tuant entre 200.000 et 300.000 Hutu, en représailles au massacre de Tutsi du sud du pays, dont le bilan est estimé entre 3000 et 5000 morts. Un demi million de burundais se réfugia en Tanzanie, au Rwanda, au Congo et ailleurs. Toutes les catégories y passaient: des militaires, des fonctionnaires, des étudiants, des élèves, des opérateurs économiques, des religieux, etc... jeunes et vieux.

Pas de résolution de l'ONU

1988

En août 1988 deux communes du nord du Burundi, Ntega et Marangara, connaissent des massacres inter-ethniques, et l'armée y effectue, comme dans le passé, une intervention très musclée, à l'arme lourde y compris le Napalm, en ratissant tout ce que le régime considérait comme Hutu, et le bilan porta le nombre de morts à plus de 50.000. Malgré l'usage du Napalm contre des populations civiles, pourtant interdit par les Nations Unies et le Droit international humanitaire, il n'y eut ni Résolution ni action concrète contre le Major Pierre Buyoya, alors Président Putschiste. Au contraire, le Putschiste récidiviste fut gratifié d'un des plus grands postes dans instances internationales comme Haut Représentant de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel.

Pas de résolution de l'ONU



1991

En novembre 1991, le Parti pour la Libération du Peuple Hutu (Palipehutu) mena des attaques contre des cibles militaires et policières au Burundi. Les attaques se déroulèrent à Bujumbura et dans la province de Cibitoke, frontalière à la fois avec la République Démocratique du Congo et le Rwanda. Dans son offensive, l'armée burundaise ne fit pas de distinction entre rebelles et civiles et tua des dizaines de personnes en toute impunité. Là non plus, l'ONU ne bougea point.

Pas de résolution de l'ONU

1993

Le 21 octobre 1993 l'armée opéra un Coup d'Etat sanglant contre le Président Melchior Ndadaye, un Hutu, le vainqueur à la présidentielle de juin 1993. Le Président fut sauvagement assassiné et avec lui plusieurs ténors, Hutu, de son Parti, le Frodebu, de son Gouvernement et du Parlement. Le Burundi plongea encore une fois dans les ténèbres et les affres de la guerre civile généralisée, sur tout le territoire national. Les hutus s'en prirent aux Tutsi et les pourchassèrent jusque dans leurs derniers retranchements, tuant hommes, femmes et enfants pour la simple raison qu'ils étaient Tutsi, les tenant coupables de l'assassinat du premier président hutu de l'histoire du Burundi. Les Tutsi ne restent pas les bras croisés. Ils se défendirent et tuèrent à leur tour leurs voisins Hutu. Des armes blanches aux armes à feu, en passant par les gourdins, presque toutes les collines du Burundi furent affectées par ces tueries aveugles. L'armée se déploie pour protéger les Tutsi mais se rend aussi coupable de plusieurs exactions et exterminations contre les Hutu et à grande échelle.

Pas de résolution de l'ONU



1994

Le 6 avril 1994, le Burundi perd un autre président car M. Cyprien Ntaryamira est dans le même avion que le Président rwandais Juvénal Habyarimana qui est abattu au dessus de Kigali. Ils venaient d'un Sommet régional sur le Rwanda à Arusha en Tanzanie. Plus de 20 ans plus tard, aucune enquête n'a été menée pour faire la lumière sur cet assassinat. Encore plus surprenant, les Nations Unies n'ont sorti aucune communication à ce propos, encore moins une quelconque Résolution.

Pas de résolution de l'ONU

Les quelques éléments mis en exergue montrent bien que l'Organisation des Nations Unies est plutôt utilisée pour défendre et servir les intérêts des uns au détriment des droits de certains peuples. Cela explique pourquoi le Burundi continue d'être agressé et déstabilisé par des pays membres de l'ONU.



**Pierre
Nkurunziza**

**“ Restez sereins et calmes,
attelez-vous aux travaux de
développement,
Dieu est et restera aux côtés
du Peuple Burundais. ”**